



Edition 2020

# Articles rédigés durant l'année 2020.

Des réflexions pour un développement durable de l'agriculture.


**Djamel BELAID.**

مهندس زراعي

# Une campagne mal engagée.

## Hésitations et absence de stratégie de la part du Madr.

### LABOURS-SEMAILLES 2020, UNE CAMPAGNE MAL ENGAGÉE Hésitations et absence de stratégie de la part du MADR

Djamel BELAID Chercheur indépendant.

Publié le 5 décembre 2020

Les céréaliers français peuvent d'ore et déjà se frotter les mains, l'an prochain l'Algérie sera encore fortement importatrice de blé. En effet, la campagne céréalière s'engage dans de mauvaises conditions climatiques mais aussi organisationnelles. Ce serait un miracle que la récolte à venir soit exceptionnelle. Pourtant, le professeur Mekliche estime que l'Algérie possède un potentiel de production de 100 millions de quintaux. Voyons ce que nous ne savons pas encore faire.

#### DES PLUIES AUTOMNALES EN RETARD

Comme souvent cette année, les pluies automnales sont tardives et irrégulières. En septembre et octobre, il a très peu plu. L'Ouest du pays n'a particulièrement rien reçu. Le centre a eu quelques pluies, quant à l'est du pays il a été un peu plus arrosé.

Quand il ne pleut pas, les agriculteurs ne labourent pas et ne sèment pas. Ils attendent la pluie afin que le sol soit moins dur à travailler et surtout qu'il y ait assez d'eau pour que les semences déposées en terre aient assez d'eau pour germer et se développer.

Ces dernières années, avec le réchauffement climatique, le niveau des pluies s'est réduit de 25%. Fin novembre-début décembre, des pluies abondantes ont eu lieu, mais en de nombreux endroits, les agriculteurs n'ont pas pu travailler ce sol détrempé car les tracteurs risquaient de s'embourber. Ils ont dû attendre quelques jours ce qui a retardé d'autant plus les semis.

#### LES PARTICULARITES DU CLIMAT SEMI-ARIDE

On le voit, le climat méditerranéen et en zone-semi-aride est capricieux. Outre des pluies irrégulières, il ne permet pas de développer des cultures dites de printemps en sec (tournesol, betterave notamment). La plupart du temps ces cultures doivent recevoir un complément d'irrigation. Aussi, contrairement à ce qui se passe en Europe, toutes les cultures doivent-elles être implantées à l'automne. C'est le cas de l'orge, du blé dur, du blé tendre, des fourrages de vesce-avoine, des pois-chiche, lentilles.

Un vrai casse-tête pour les exploitations agricoles. Car en un laps de temps très court, il faut labourer et semer plus de 3,5 millions d'hectares. A cela, il faudrait rajouter la même superficie actuellement en jachère; c'est à dire non travaillée et laissée comme pâturage pour l'élevage du mouton. Cette dernière activité est très rémunératrice et concurrence donc la production de céréales. Comment dans de telles conditions cultiver des céréales et notamment les semer à temps? Car, précisons-le, les céréales doivent être semées entre la mi-octobre et la mi-novembre. Au delà, on s'expose à de fortes chutes de rendement.

#### LA STRATEGIE PROPOSEE PAR LE MADR

Face au manque de pluie, les instituts techniques sous tutelle du Madr proposent d'irriguer les champs de céréales dès le mois de novembre. C'est ce que vient de déclarer à Ennahar un des responsables d'un institut technique du Madr. Penchons nous un instant sur cette bonne fausse idée.

Tout d'abord conviendra que s'il faut arroser les champs c'est qu'il n'a pas plu et que dans ce cas là, les barrages ne sont pas totalement remplis. Il s'agit donc d'utiliser ces réserves d'eau de façon parcimonieuse sachant qu'il s'agit de les partager avec l'industrie et les besoins d'eau potable des villes. Rappelons que pour approvisionner en eau les villes du littoral il est fait appel au très coûteux système de dessalement de l'eau de mer. Selon Mr Attar, le dessalement de l'eau de mer dévore 95% du budget du ministère de l'énergie et le mètre cube d'eau est cédé à 17 centimes alors qu'il revient à 80 centimes à l'Etat. Quant à l'approvisionnement en eau des villes de l'intérieur du pays, il est question d'installer des canalisations jusqu'au sud afin d'y prélever l'eau des immenses nappes souterraines d'eau fossile.

Considérons ensuite les choses du côté des agriculteurs. Arroser des champs présente un coût en heures de travail et matériel. Il faut déployer des arroseurs et des canons à eau et veiller à les déplacer régulièrement. Or, ce coût ne permet pas un gain aussi important que dans le cas d'un champs de pomme de terre ou de pastèques. Aussi, avant d'arroser dès novembre une parcelle de blé, un agriculteur y regardera à deux fois...

FAIRE COMME LES MAROCAINS ET LES ESPAGNOLS

Comme on le voit, la stratégie d'irrigation précoce prônée par le Madr, ne colle pas aux réalités du terrain. Mais, surtout, avant d'arroser, il s'agit de s'assurer que les actions de base aient été effectuées. Chacun connaît l'adage: "un binage vaut deux arrosages". Or, en matière de céréales, il existe des méthodes de travail du sol qui préservent l'humidité du sol. Elles ont particulièrement été quantifiées à la station agronomique de Settât (Maroc). Il est apparu que le labour a le plus grand effet sur le dessèchement du sol et qu'à l'opposé, les outils à dents et la technique de semis direct valorisent l'humidité du sol.

Depuis l'obtention de ces résultats, au Maroc, l'INRA développe cette technique du semis direct. En Espagne également, elle est développée. Et le constructeur espagnol Sola (présent en Algérie) développe des semoirs adaptés à cette technique qui se passe du labour.

#### LE LABOUR, TRES COUTEUX EN CARBURANT

Arrêtons nous un instant sur le labour par la charrue en acier introduite en Algérie par les colons. Il s'agit d'un outil brutal qui contribue à éliminer les vers de terre et détruit la fertilité du sol. A ce titre il contribue également à l'érosion et à l'envasement des barrages. A ce titre, c'est un outil à proscrire. Mais les agriculteurs y sont très attachés, le travail d'explication pour les en détacher sera long.

Mais le labour présente deux autres inconvénients: sa lenteur (en une journée on ne laboure en moyenne que deux hectares) et sa forte consommation en carburant (25 litres de gazoil par hectare). A propos de gazoil, il faut noter la forte tension que connaît le marché. Cela est dû à sa forte consommation par les véhicules, la contrebande aux frontières et à son utilisation par les groupes électrogènes. Mr Attar, ex-PDG de Sonatrach, expliquait récemment sur les ondes de la Chaîne III qu'une partie de ce carburant est importée au prix de 1 dollar le litre alors qu'il est à un prix très bas au consommateur.

Est ce l'arrêt à terme de ces subventions qui fera les agriculteurs se tourner vers le non-labour avec semis direct? En 2008, bien avant l'agression qu'a subit la Syrie, le gouvernement syrien avait dû suspendre les subventions sur les carburants qui représentaient 15% du PIB. En quelques mois, les agriculteurs avaient alors vu les prix des carburants être multipliés par 3. Et nombreux s'étaient alors tournés vers le semis direct. Un de ces céréaliers syriens avait alors confié à un agronome local "avec la quantité de carburant autrefois utilisée par labourer mes terres, avec cette nouvelle technique, je peux maintenant en travailler 4 fois plus".

#### LE SEMIS DIRECT, DES DEBITS DE CHANTIERS 6 FOIS PLUS RAPIDES

Chacun l'aura compris, le non-labour avec semis direct est une sérieuse alternative à la situation actuelle. Par rapport, aux méthodes traditionnelles, il possède l'avantage de réduire les coûts de mécanisation, de

multiplier par 6 la vitesse des chantiers et de pouvoir être opérationnel même après une pluie. En effet, l'absence de travail profond du sol évite le risque d'embourbement des tracteurs.

Quand on a en tête que la céréaliculture algérienne repose sur la capacité des agriculteurs algériens à emblaver près de 7 000 000 hectares en moins d'un mois et demi, la technique du semis direct est une alternative intéressante qui mérite l'intérêt de tous. C'est si vrai qu'en Algérie, Maroc et Tunisie de grosses exploitations sont déjà passées au semis direct. En Australie, ce sont plus de 85% des exploitations qui l'utilisent.

Cerise sur le gâteau, un semoir pour semis direct peut être tiré par un tracteur de faible puissance, tel le tracteur de marque Cirta fabriqué à Constantine et majoritairement présent dans les exploitations. Rappelons la position actuelle prônée par les instituts techniques du Madr; elle se résume à ce leitmotiv: pour labourer et semer plus vite, les agriculteurs doivent s'équiper en plus gros tracteurs. Quand on connaît le prix actuel des tracteurs, le lecteur pourra se demander sur quelle analyse sont fondées ces préconisations.

#### FAIRE APPEL A TOUTES LES BONNES VOLONTES LOCALES

Malgré la léthargie actuelle concernant les techniques céréalères, en Algérie, un petit groupe d'agronomes, d'universitaires et d'agriculteurs a très tôt perçu la révolution technique actuellement en cours dans le monde. C'est que l'Algérie est affiliée à un institut international l'Icarda d'Alep au sein duquel des spécialistes australiens ont procédé à un transfert de technologie. Intéressés par une coopération avec l'Icarda et ses banques de variétés de blé, ils ont montré aux artisans locaux comment construire des semoirs low-cost. Et entre 2006 et 2011, 8 ateliers privés ont construits 92 semoirs pour semis direct.

Les cadres algériens de l'ITGC, en contact avec l'Icarda, ont ramené ce concept et ont construit un prototype de semoir: le semoir Boudour. Cette mise au point s'est faite en partenariat avec l'entreprise publique de matériel agricole PMAT et l'entreprise espagnole Sola au niveau de l'unité CMA de Sidi Bel-Abbès. Depuis, plus d'une quinzaine d'engins ont été construits et régulièrement exposés dans les foires et salons agricoles. Ainsi, quelques agriculteurs se sont équipés de ces engins.

#### CEREALES, RAISONNER ALGERIEN

On peut se demander comment malgré l'existence d'une fabrication locale de semoirs innovants tout n'est pas fait au niveau du secteur agricole afin de mieux faire connaître la technique du semis direct. Il faut compter avec les lourdeurs administratives propres aux structures actuelles et notamment l'absence d'associations paysannes fortes et représentatives. Comme cela avait été précisé à Sétif, lors du premier séminaire international consacré à l'agriculture de

conservation, il faut également compter sur le fait que ce nouvel outil s'inscrit dans un système de cultures. En effet, le labour, malgré tous ses défauts, présente l'intérêt d'éliminer les mauvaises herbes. Aussi, utiliser le semis direct implique de varier les cultures dans la rotation et d'utiliser régulièrement les techniques de désherbage chimiques et mécaniques. Or, sur ces deux points l'agriculture locale est très en retard; seulement 25% des superficies sont désherbées chimiquement. Par ailleurs, dans les rotations les céréales d'hivers (blé, orge, avoine) dominent et de ce fait tout un cortège de parasites associés à ces cultures sont omniprésents. L'introduction massive de cultures de printemps n'étant pas possible, il s'agit d'introduire plus de cultures de légumes secs et d'oléagineux afin de déstabiliser les parasites associés aux céréales. En effet, dans ce type de culture, il est plus facile, par exemple, de se débarrasser des mauvaises herbes de la famille des graminées qui colonisent habituellement les céréales, c'est à dire la folle avoine, le ray grass et surtout le brome.

#### IRRIGUER, MOYEN DE CACHER NOS DYSFONCTIONNEMENTS

Ainsi, si irriguer permet pour les services agricoles la facilité de plaquer dans les campagnes algériennes, des techniques importées de l'étranger, cultiver en sec et notamment en non-labour avec semis direct, nécessite de se creuser la cervelle. Restons un instant sur l'irrigation. Pour bon nombre de cadres, ce moyen représente la baguette magique devant résoudre tous les problèmes. Or, pour potentialiser les colossaux moyens que suppose l'irrigation, il faut d'abord maîtriser les aspects techniques de la culture. L'irrigation de complément qui est à distinguer de l'irrigation continue sous pivot telle qu'elle est pratiquée le grand sud, ne doit pas tenter de cacher les dysfonctionnements de la filière céréales.

Revenons, au semis direct et à ce qu'il implique comme moyens à mettre en oeuvre. Du fait du peu d'équipement matériel des petites exploitations et du fait du faible développement des légumes secs et des oléagineux, l'introduction du semis direct doit avant tout répondre à la préoccupation du désherbage.

Si en Espagne, dans les grandes plaines canadiennes et australiennes, le désherbage chimique ne pose pas de problème étant donné la débauche de moyens techniques existant, en Algérie, il s'agit de se mettre à niveau en tenant compte des conditions du terrain. Or, cela est triste à dire, mais ce n'est pas dans les façons de faire des services agricoles. En effet, maintes innovations agricoles de ces dernières années ne viennent pas de l'appareil de vulgarisation dépendant du Madr, mais d'initiatives paysannes et

entrepreneuriales. C'est le cas des serres multichapelles, des pivots rotatifs d'El Oued, de l'enrubannage des fourrages ou de la production de mash fourrager à Sétif et Constantine.

#### LA CEREAUCULTURE A LA VEILLE D'UNE REVOLUTION TECHNIQUE

Le fait de ne pas simplement raisonner l'introduction d'un outil, en l'occurrence ici du semoir pour semis direct, mais de raisonner cette innovation en terme de nouveau système de cultures, peut expliquer le retard dans la mobilisation de la lourde administration du ministère de l'agriculture et de l'entreprise PMAT seule à même de pouvoir produire et vulgariser le semoir Boudour. On rappelle que toute entreprise se doit d'avoir un service commercial digne de ce nom.

Nous sommes à la veille d'une révolution technique, celle du non-labour avec semis direct plus largement désignée sous le vocable "d'agriculture de conservation" dont les deux autres piliers sont le nécessaire maintien sur le sol d'un minimum de résidus de récolte et le nécessaire allongement des rotations évoqué plus haut.

Malgré les hésitations et le repli corporatiste de certains administratifs, ou les lourdeurs de l'administration centrale, nous sommes à la veille de cette révolution technique car nous n'en avons pas le choix. Les défis de l'économie nationale et de l'agriculture locale sont multiples: accroissement rapide de la population, réduction des revenus liés aux hydrocarbures, réchauffement climatique, érosion dramatique, risque de dérapage du Hirak et situation géo-politique (menaces armées à la plupart de nos nombreuses frontières).

Tôt ou tard, le prix des carburants agricoles augmentera. Déjà, nombre d'agriculteurs se disent écrasés par la spéculation sur le carburant et menacent de ne plus produire de blé. Tôt ou tard les prix à la production des céréales stagneront ou seront revus à la baisse décourageant les céréaliers à produire. Tôt ou tard, les pluies automnales seront encore plus faibles asséchant nos barrages. Tôt ou tard les possibilités d'achats de céréales à l'étranger se réduiront, se cantonnant alors au seul blé tendre éliminant de nos tables le blé dur bien plus cher à l'achat sur les marchés étrangers.

Seules nous restera notre capacité d'innovation et de mobilisation des énergies créatives. Parmi les cadres et les fellahs, elles sont nombreuses. L'agriculture de conservation avec le non-labour et semis direct s'inscrit dans cette perspective. Une fois ce pas franchi, alors l'irrigation de complément aura toute sa place, mais pas avant.

# Algérie, développer une économie de guerre.

Agriculture et alimentation, s'ouvrir d'urgence au progrès.

## ALGERIE, DEVELOPPER UNE ECONOMIE DE GUERRE

### Agriculture et alimentation, s'ouvrir d'urgence au progrès.

Djamel BELAID. Chercheur indépendant. 20 novembre 2020

L'intérêt soudain des Emirats Arabes Unis pour le Sahara occidental et les tentatives de liquidation des droits du peuple palestinien illustrent les nombreux défis auxquels est confrontée l'Algérie qui de tout temps a été aux côtés des peuples opprimés. A une économie largement dépendante des importations s'ajoute aujourd'hui une instabilité à la plupart de ses nombreuses frontières. De tout temps, la sagesse des gouvernants algériens aura permis de ne pas se laisser entraîner dans des conflits hasardeux. Néanmoins, la nécessité de se doter des moyens de défense du pays obèrent en partie l'économie du pays de ressources financières. A cela, il faut ajouter une opinion qui se berce de la fausse illusion de "l'Algérie, grenier de Rome" ainsi que des effets réels du réchauffement climatique. Dans ces conditions, plus que jamais, il s'agit de se doter d'une "économie de guerre", notamment dans le secteur agricole.

### De nombreuses réserves de productivité

Par "économie de guerre" et particulièrement dans le secteur agricole et alimentaire, il s'agit d'utiliser les réserves de productivité à même de satisfaire les besoins alimentaires d'une population toujours grandissante mais aussi d'améliorer la rémunération des exploitants agricoles afin de favoriser toujours plus l'investissement agricoles. En un mot, il s'agit d'innover et de sortir des sentiers battus. Une lueur d'espoir apparaît au niveau du Madr avec la tentative actuelle de relance de la culture des oléagineux.

Aux traditionnelles suggestions que nous formulons et que formulent également depuis plusieurs années d'éminents spécialistes patriotes, nous souhaiterions en rajouter de nouvelles qui sont déjà mise en application dans des pays possédant pourtant des ressources financières supérieures à celles de l'Algérie. L'idée est une exploitation rationnelle et durable du milieu.

Rappelons qu'en c'est lors de périodes de disettes ou de

blocus économique que sont apparues des innovations majeurs. C'est ainsi qu'en Europe ont été développées de nouvelles cultures telles la betterave afin de remplacer le sucre de canne ou qu'est apparue ce mélange d'huile et d'eau qu'est la mayonnaise et qui a permis de pallier à l'insuffisance de beurre. En Algérie, il devient nécessaire de mobiliser la communauté des universitaires, des divers centres de recherche et de l'agro-industrie afin d'optimiser pleinement la transformation des produits agricoles. A l'étranger, des essais sont en cours afin d'extraire des substances alimentaires des grignons d'olives ou des enveloppes du fruit du cacaoyer.

### Résoudre le dilemme de la production de protéines

En Algérie, les moyens de faire mieux sont nombreux, c'est le cas de la production de protéines. Le choix réalisé par les décideurs dès les années 1970, a été de baser l'approvisionnement en protéines de la population locale par l'élevage avicole. Mais ce choix n'est plus tenable car ce modèle implique un recours toujours croissant aux importations de maïs et de tourteaux de soja. Les montants annuels de ces importations dépassent le milliard de dollars.

Actuellement, il est illusoire de vouloir réduire de façon notable ces importations. En effet, produire du maïs dans le sud sous pivot d'irrigation réduit dangereusement des réserves hydriques qui sont le patrimoine des populations du sud du pays et des générations à venir. Produire localement plus d'orge afin de nourrir des volailles ne fait que soustraire des surfaces agricoles indispensables afin de produire du blé, des oléagineux et des légumes secs. Quant au soja, pour le remplacer partiellement, on peut penser à produire à sa place de la féverole. Mais de combien ces mesures permettraient-elles de réduire le montant pharaonique des importations actuelles? Cela reste à chiffrer.

Bien sûr, une autre solution réside dans la production de protéines végétales à partir de légumes secs (pois-chiche, fève et lentille). Le profil en acides aminés essentiels de ce type de protéines est complémentaire de celui du blé dur et fait ainsi jeu égal avec la viande. Mais la révolution vient aujourd'hui de la mise au point de

technologies permettant d'extraire les protéines de végétaux tels les légumes secs, le soja, la luzerne et d'enrichir différents produits alimentaires (lait, pain, biscuits, ...). La consommation journalière de protéines animales n'est alors plus indispensable ou beaucoup moins indispensable du fait de l'apport de protéines extraites des végétaux. Laurent Spanghero, cet ex-rugbyman aujourd'hui à la tête de Nutrinat produit par exemple des pâtes alimentaires dont 100 grammes possèdent la même quantité de protéines que 100 grammes de viande.

### **Une technologie portée en Europe par les végétariens**

La technologie visant à séparer les protéines végétales des fibres ou de les débarrasser de substances anti-nutritionnelles est aujourd'hui passée du laboratoire à l'usine. Les techniques sont très variées et vont d'une pré-germination à des opérations de broyage à travers un flux électro-magnétique capable de séparer les différents constitutants du végétal. On ne compte plus dans les pays développés les sociétés spécialisées dans ce type d'approche.

C'est le cas de la société Roquette, qui est le leader mondial des ingrédients d'origine végétale avec 3,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires et qui, selon la presse spécialisée devrait d'ici à 2020, "*multiplier par deux sa capacité de production de protéines de pois (soit 250 000 tonnes) grâce à deux investissements majeurs en France (80 millions d'euros) et au Canada (400 millions de dollars canadiens, 264 millions d'euros).*"

Si à l'étranger, le plus souvent, les motivations sont de répondre à des modes de consommation végétariens, en Algérie, ce virage est dicté par la faiblesse des ressources naturelles du pays.

### **L'urgence des laits végétaux**

A cette urgence de maîtriser la séparation des protéines de différents sources végétales afin de réduire les importations de maïs et de soja, il s'agit également de réduire les importations de poudre de lait. Une solution serait de développer pour les adultes des laits végétaux à partir de céréales locales dont l'avoine ou d'amandes ou encore à partir de produits importés tel le riz ou le soja. En la matière les possibilités de création de produits répondant aux impératifs économique du pays et des goûts des consommateurs sont immenses. Il faut rappeler que le secteur des industries agro-alimentaires est celui qui connaît le plus d'innovations à travers le monde. A ce titre, en Algérie, les spécialistes en technologie alimentaire devraient être à l'avenir aussi recherchés que ceux liés à l'informatique.

### **Des pouvoirs publics actuellement dépassés**

Mais, actuellement, les pouvoirs publics n'ont aucune prise sur les modes de consommation alimentaire du pays. Ces modes sont actuellement dictés, directement ou non, par les consommateurs mimant le mode de

consommation occidental, mais plus grave, ces modes peuvent être dictés par des opérateurs économiques. Ainsi, le directeur français de Danone-Djurdjura a-t-il déclaré ces dernières années dans la presse qu'il souhaitait qu'en Algérie, la consommation de yaourts rattrape celle existant en France. Où ce directeur a-t-il vu en Algérie des prairies telles celles de Normandie où les vaches ont naturellement de l'herbe jusqu'au jarret en plein été? Pour d'autres opérateurs, tel Laiterie Soummam, c'est la taille des lignes de production, qui décide des produits mis sur le marché local. Et quand le marché local ne suffit plus, ce modèle de consommation occidental est exporté à travers les yaourts vers le Qatar ou la Mauritanie. Lorsque les pouvoirs publics s'alarment de la dérive liée au montant des importations et souhaitent plus de réglementation, des industriels de l'aliment avicole opposent le chantage de la mise au chômage de leur personnel ainsi que des aviculteurs.

### **Résoudre le dilemme de la perte de fertilité des sols**

Un deuxième exemple des possibilités de l'agriculture locale concerne la restauration de la fertilité des sols. Mais rappelons auparavant quelques faits significatifs. Une récente étude universitaire notait que plus de 97% des éleveurs de moutons en milieu steppique étaient analphabètes. Par ailleurs, le déficit en fourrages fait qu'en zone céréalière les pailles sont le plus souvent exportées au lieu d'être ré-enfouies dans le sol afin de maintenir sa fertilité. Ces deux faits, montrent à eux seuls, le fossé existant entre les pratiques agricoles actuelles et les nécessités d'une agriculture durable.

Afin d'optimiser l'élevage et les pratiques céréalières les mesures à prendre sont multiples, elles ne sont pas seulement d'ordre technique, mais aussi comme chacun le pressant d'ordre socio-économiques. Pour notre part, nous souhaiterions attirer l'attention de chacun sur un des moyens permettant d'améliorer la fertilité des sols. Les solutions sont multiples: allongement des rotations, travail du sol réduit, semis-direct, cultures sous couvert, amendements organiques. La solution des amendements organiques trouve une actualité nouvelle avec l'apparition des broyeurs de branchages. Depuis quelques années, ces engins ont fait une timide apparition en Algérie. Le principe de fonctionnement d'un broyeur est simple. Il s'agit d'un axe comportant des couteaux et qui est entraîné par un moteur. Il permet de réduire les branchages mais aussi les palmes de palmiers-dattiers en copeaux. Ceux-ci peuvent être mis à composter ou épandu à faible dose à même le sol. La dégradation progressive de ces copeaux restaure, en partie, la fertilisation des sols en réduisant les besoins en engrais chimiques et en enmagasinant plus d'eau dans le sol.

Approvisionner en branchages ces broyeurs pourrait se faire par la plantation de haies ou par l'exploitation du sous-bois des forêts. Cette dernière solution présente l'avantage de nettoyer les forêts et donc de réduire les risques d'incendie. Aux populations limitrophes des

forêts, il devrait être possible de proposer la production massive de copeaux et de composts à l'intention des zones céréalières et maraichères.

La révolution technologique vient donc ici de la possibilité de fragmenter du petit bois et donc d'accélérer sa transformation en humus. Par rapport aux processus naturels, le broyeur permet donc de réduire le temps de décomposition du bois et d'apporter au sol cet humus nourricier. En Algérie, pour nourrir les hommes, il s'agit de nourrir d'abord le sol.

### **Quelle taille de la population souhaitée en Algérie?**

Cet aperçu des capacités locales serait incomplet sans aborder le nombre de bouches que doit nourrir l'agriculture. Actuellement, malgré les progrès de ces dix dernières années, l'agriculture locale n'assure que 30% des calories de la ration moyenne des consommateurs locaux. Le taux de natalité qui se situe légèrement au dessus de 2% est récemment reparti à la hausse ce qui ne pourra que provoquer hausse des besoins alimentaires et plus forte pression sur le milieu.

Dans ces conditions il est temps de se demander quel niveau de population les capacités naturelles et financières du pays peuvent nourrir. Manifestement, ces capacités vont vite devenir largement insuffisantes. Et c'est sans compter avec le réchauffement climatique largement sous-estimé par les autorités. Or, un autre aspect démographique est actuellement sous-estimé. Il s'agit de la "bombe démographique" du Sahel où le taux de natalité moyen est de 6 à 7%. Nombreux sont les démographes qui chiffrent à la hausse la population du Mali et du Niger. Face à une Europe qui ferme ses frontières et à une instabilité politique qui ruine actuellement tout développement économique du Sahel, l'avenir alimentaire de l'Algérie a à voir avec ses frontières sud.

Si sur le territoire national, il s'agit de favoriser une politique "d'espacement des naissances" en poursuivant l'effort de scolarisation des fillettes, de développement de centres de santé et de planning familial, il devient également nécessaire de rendre plus disponible les moyens modernes de contraception (pilule, pilule du lendemain, stérilet, implant).

Quant aux populations des frontières sud, l'accent pourrait être mis sur des mini-projets de développement touchant directement les populations démunies. En collaborant avec des ONG disposant d'un certain savoir

faire, les pouvoirs publics pourraient envoyer des équipes médicales et de techniciens de l'hydraulique agricole.

### **Conclusion**

Il apparaît qu'il est possible de faire mieux vis à vis de la réduction de la dépendance alimentaire vis à vis de l'étranger. Nous avons focaliser notre propos sur deux exemples précis. Un peu comme pour améliorer l'efficacité énergétique des habitations, l'isolation est une des nécessités criantes que les pouvoirs publics occultent.

Réduire la dépendance de l'économie en biens alimentaires provenant de l'étranger passe par une transition. Il ne sera pas possible d'habituer du jour au lendemain l'outil agricole, l'outil industriel et surtout les consommateurs à de nouveaux produits. Rappelons que le secteur avicole emploie une main d'oeuvre nombreuse tant au niveau des élevages que des unités de production des aliments du bétail. C'est pour cela qu'il est urgent d'envisager dès aujourd'hui ces alternatives. Face à l'inertie actuelle des pouvoirs publics qui frôle parfois l'incurie, il est nécessaire que les spécialistes locaux et la société civile fassent pression sur les décideurs. Mais, à propos des exemples choisis, il s'agit également pour la communauté universitaire du pays d'informer les investisseurs potentiels des possibilités nouvelles de production de protéines végétales et de la transformation de ce type de produits. Dans, cette démarche, il s'agit de ne pas oublier les consommateurs afin de développer, dans un premier temps, une "consommation militante".

Concernant les moyens de restaurer la fertilité des sols l'approche doit être identique: une vulgarisation à la base en absence d'aide multiforme de la part de pouvoirs publics méconnaissant l'aspect de la "conditionnalité" lors de l'attribution de subventions.

A travers ces deux exemples, il ne s'agit pas de proposer un plan exhaustif, mais de montrer des possibilités réelles et urgentes d'optimisation des moyens locaux. A l'heure du contexte géo-politique et de la baisse de l'aisance financière de la puissance publique, il est temps de trouver les voies de la mobilisation de la richesse humaine existant en l'Algérie.

# L'agriculture et l'alimentation de 2035, demain tous végétariens!

## Adaptation des techniques agronomiques en réponse au changement climatique.

### PROSPECTIVE-ALGERIE: L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION DE 2035, DEMAIN TOUS VEGETARIENS!

Adaptation des techniques agronomiques en réponse au  
changement climatique.

Djamel BELAID, chercheur indépendant  
2 novembre 2020

Malgré de récents progrès, la dépendance en biens alimentaires de l'Algérie reste croissante. Cette situation n'est cependant pas exceptionnelle au niveau de la rive sud des pays méditerranéens, elle concerne la plupart des pays de cette zone. On peut se demander quel type d'agriculture et d'alimentation connaîtra l'Algérie dans le long terme, par exemple en 2035. L'aspect le plus affligeant concerne la non prise en considération de l'urgence de la situation par les pouvoirs publics. Certes, des mesures sont actuellement prises, mais elles sont loin de répondre aux impératifs de l'heure. Il est temps que des think tank locaux se penchent sur la question et que des études prospectives soient entreprises au niveau d'universitaires et à l'Inra afin de nourrir le débat et d'éclairer la société et les hommes politiques. Un des cas les plus emblématique de l'impasse actuelle de l'agriculture en Algérie concerne l'aviculture.

#### DES DECIDEURS PRIS A LA GORGE

Le modèle avicole actuel repose sur l'alimentation de ce type d'élevage par du maïs et des tourteaux de soja importés. Le sujet est très documenté grâce à de nombreuses études universitaires. Dans les années 1970, l'idée initiale était de produire rapidement de la viande blanche dans des poulaillers et ainsi de se soustraire aux caprices du climat. Or, la facture des importations en maïs et tourteaux n'a fait que croître.

Outre la réduction des revenus liés aux hydrocarbures il faut compter avec le réchauffement climatique, cette terrible menace si peu prise en compte en Algérie. Au delà d'une masse d'inconscients malheureusement sous-informés, il faut compter avec d'autres pour qui les défis de l'heure ne sont que montrer plus de religiosité

dans leur apparence quand d'autres ne jurent que par plus de régionalisme.

A cette non-prise de conscience des pouvoirs publics, nous ne parlerons pas d'incompétence, depuis les années 1980 il faut tenir compte d'un deuxième facteur: l'apparition du secteur privé. Ainsi, dans le cas de l'aviculture, le secteur de l'alimentation des volailles n'a cessé de se renforcer. Aujourd'hui de puissants groupes sont importateurs de matières premières et sont en mesure de peser sur les décisions des pouvoirs publics, notamment par le chantage à l'emploi et le pouvoir d'achat des consommateurs. En effet toute réduction de l'activité de ces importateurs ne pourrait que se répercuter négativement sur des milliers d'aviculteurs susceptibles de perdre tout revenu. Par ailleurs, toute réduction des quantités de viande blanche mises sur le marché ne pourrait qu'alimenter la hausse des prix. Cette situation n'est pas spécifique à la seule production avicole. Elle concerne également, les céréales, les oléagineux et la production de sucre.

#### LES DEFIS DE L'HEURE

Nourrir l'Algérie de 2035 repose sur divers leviers qui ne concernent pas le seul secteur agricole et qui en agriculture concerne divers aspects: techniques, socio-économiques, juridiques, législatifs. Pour notre part, nous souhaiterions apporter au débat différentes idées. Celles-ci sont bien entendu à l'attention des pouvoirs publics, mais également destinées aux investisseurs - petits ou grands - ainsi qu'à toute personne se préoccupant de l'avenir de ses proches.

Dans une optique de réchauffement climatique, les moyennes de température devraient être augmentées de deux degrés, dans un cas favorable, mais de + 4°C dans le scénario le plus pessimiste. Mais quel que soit le scénario, il ne s'agit là que de températures moyennes, ce qui n'empêche pas des écarts de température plus importants. Or, nombreuses sont les espèces et variétés cultivées actuellement qui ne pourront pas pousser normalement ou tout simplement pas survivre. Rappelons que le processus de réchauffement climatique devrait également s'accompagner d'une réduction de la pluviométrie.



La disponibilité en eau constituera donc un des défis à venir. A ce titre, bien avant l'horizon fatidique étudié, une politique de subventions plus ciblées devrait soutenir en premier lieu les cultures stratégiques. Par exemple, le matériel d'irrigation de la culture de la pastèque, très gourmande en eau, ne devrait plus bénéficier de subventions. Face au manque d'eau à venir, ce type de culture devrait être réglementé et à terme la culture carrément abandonnée. Mais se pose alors l'acceptabilité de cette mesure par les agriculteurs et les consommateurs.

#### **CULTIVER EN MILIEU CLOS**

L'hydroponie offre cet avantage qu'il est possible de cultiver sans se préoccuper du climat, aussi, s'agit-il d'un secteur stratégique. Actuellement, il concerne principalement la culture de légumes sous serre et accessoirement la culture de champignon et la germination de graines d'orge.

#### **Serres multichappelles**

La culture sous serre progresse grâce aux serres multichappelles. Fertigation et substrat de fibre de coco permettent une optimisation de ce type de cultures tout en réduisant l'utilisation de l'eau et ce indépendamment des aléas climatiques. Au sud, l'utilisation de la géothermie permet même de chauffer les serres durant la nuit et donc de maximiser les rendements. Les moyens financiers à mettre en oeuvre pour ce type d'investissement ne sont cependant pas négligeables.

#### **Culture de champignons**

La culture de champignon sur substrat organique dans des sacs en plastique est une source de protéines intéressante. Elle est encore très peu pratiquée en Algérie. Elle ne nécessite qu'un local et à ce titre est susceptible d'offrir de l'emploi à de jeunes chômeurs ruraux ou urbains. Mais les producteurs doivent disposer de larges quantités de substrats de culture de qualité et d'un inoculum approprié. Il serait intéressant de spécialiser des investisseurs dans la production de masse de ces moyens afin d'assurer un large approvisionnement des producteurs.

#### **Germination de graines d'orge**

Cette étonnante façon de procéder s'est propagée assez rapidement chez des éleveurs. Elle permet d'améliorer la digestibilité des grains d'orge par les animaux. Elle offre des possibilités d'amélioration: fertigation, mélange de différentes espèces de graines, complémentation diverses dont avec de l'urée. Il existe même un fabricant local de cabines aménagées pour hydroponie. Un dossier à suivre d'autant plus que l'investissement de départ est minime.

#### **DES ACTIVITES D'ELEVAGE A TERME CONDAMNEES**

Etant donné le faible pourcentage de conversion des

matières végétales en lait, viande ou oeufs, l'alimentation des animaux d'élevage nécessite de grandes quantités de fourrages grossiers et concentrés. Or, il n'est pas possible de les produire sans être tributaire du climat et de ses aléas.

Aussi à long terme, dans une perspective de réchauffement climatique et de températures excessives, l'élevage ovin tel qu'il se pratique actuellement est condamné. Il ne sera possible qu'à faible échelle et de manière symbolique. En effet, en état des connaissances agronomiques actuelles et de l'état de dégradation des zones steppiques, on ne peut envisager une production fourragère de masse en milieu steppique. En effet, au rythme actuel de l'augmentation des températures, la steppe connaîtra des sécheresses qui réduiront les potentialités fourragères. Il s'agira également de préserver le couvert végétal afin de réduire l'érosion éolienne et les vents de sable qui atteignent aujourd'hui les grandes villes de l'intérieur du pays. Par ailleurs, gros consommateur d'orge et de blé tendre subventionné frauduleusement détourné, il est à penser qu'à l'avenir, ces céréales seront prioritairement dirigées vers l'alimentation humaine. Reste à imaginer une alimentation ovine à base de sous-produits des industries agro-alimentaires et de plantes des milieux secs récoltées et broyées afin de les introduire dans des feeds-blocks. Mais, ces alternatives ne pourront nourrir l'ensemble du cheptel actuel. Il est temps de penser à proposer des activités nouvelles aux éleveurs.

#### **Cap sur les laits végétaux**

Dans la perspective de 2035, on peut penser que l'élevage bovin gardera un certain niveau de façon à proposer du lait de vache aux enfants en bas âge sachant que pour les adultes, des laits végétaux à base d'avoine par exemple pourront suffire. Ces laits végétaux peuvent être élaborés à partir de différentes cultures (soja, riz, amandes, châtaigne, ...) et entrer dans la composition de desserts lactés.

En effet, les quantités d'eau pour l'irrigation ne pourront servir aux cultures fourragères, mais devront être réservées aux cultures stratégiques telles les céréales, la pomme de terre et les légumes secs. Lait et produits laitiers seront un luxe que la grande majorité de la population ne pourra plus s'offrir.

#### **Elevage avicole**

Quant à l'élevage avicole, en absence de moyens pour importer du maïs et du soja (à conditions que les pays actuellement exportateurs soient en 2035 capables d'en produire dans les conditions climatiques qui seront alors les leurs), ce type d'élevage est également condamné. Certes, dans les conditions climatiques actuelles, il est encore possible de produire localement de quoi remplacer partiellement le maïs et le soja, c'est à dire triticales, orge et féverole. Mais dans des conditions extrêmes de réchauffement climatique, la priorité des productions ne pourra être que destinée à l'alimentation humaine. Il faut se mettre en tête, que

même avec d'éventuelles dispositions financières (tirées d'un éventuel Désertec?) les disponibilités alimentaires sur le marché mondial seront limitées et la demande démultipliées par la persistance des dérèglements climatiques sur les différents continents.

### **L'élevage camelin**

Si le dromadaire est un animal extraordinaire dont l'évolution génétique a permis une étonnante adaptation au milieu désertique, du fait de la rareté de la végétation désertique, on ne peut penser à la poursuite d'un élevage massif en milieu saharien. Déjà, nombre de propriétaires de pivots sont en conflit ouvert avec les éleveurs dont les hordes d'animaux affamés s'attaquent à leurs cultures. La demande accrue de viande de dromadaire exerce une pression accrue sur la fragile flore désertique. Or, cette végétation est le seul moyen pour fixer le sable et arrêter l'ensablement des villes du sud et les voies de communication. Il existe bien des élevages dans des enclos, notamment en Tunisie, mais en 2035 et plus tard, avec quoi nourrir ces animaux? Aussi, l'avenir de ce bel animal est dans les zoo et les caravanes touristiques.

### **L'ATOUT DES PROTEINES VEGETALES**

De part leur intérêt nutritionnel, les protéines présentent un intérêt stratégique. Cela échappe totalement aux pouvoirs publics qui se bercent d'illusions estimant pouvoir se passer du modèle de la diète méditerranéenne et singer le mode de consommation occidental. C'est également un domaine porteur dans la mesure où la réduction future de l'offre en viande blanche et rouge obligera à proposer aux consommateurs des succédanés à base de protéines végétales. Or, il s'agit là d'un secteur vierge qui offre des possibilités d'investissement aux jeunes diplômés mais également aux investisseurs qui sauront embaucher les meilleurs de nos universitaires.

Actuellement la tendance mondiale est à l'extraction des protéines contenues dans des cultures diverses afin d'enrichir des aliments de base et de les rendre hyperprotéinés. Du point nutritionnel, ce type de démarche permet de se passer de produits animaux. Reste à habituer progressivement les consommateurs par une innovation en la matière et surtout à mobiliser les investisseurs en décrétant un schéma national d'orientation prenant la forme d'un "Plan Protéines" tel qu'il existe déjà dans certains pays.

### **Lentilles et pois-chiche**

Les lentilles et pois-chiche constituent actuellement deux espèces de légumes secs prometteurs. Ces dernières années, la recherche agronomique a permis la sélection de variétés adaptées au déficit hydrique. Par ailleurs, des progrès considérables ont été réalisés en matière d'optimisation de la nutrition minérale et de la lutte contre les mauvaises herbes.

### **Valorisation de la farine de légumes secs**

De nombreux travaux universitaires montrent que la germination durant 48 à 72 heures des graines de légumes secs mais aussi de céréales permet, après séchage, d'obtenir une plus grande richesse et digestibilité des protéines issues des légumes secs. Les graines alors séchées peuvent être broyées pour en faire une farine qui, associée à du blé dur, permet de fabriquer des pâtes alimentaires dosant 18% de protéines, soient pour 100 gr la même quantité que la viande. Par ailleurs, les acides aminés essentiels contenues dans ces légumineuses et le blé dur se complètent admirablement. C'est autour de ce mélange qui permet d'obtenir farine et produits texturés que différents types de préparations doivent être proposés aux consommateurs.

### **Steaks de pois-chiche et céréales**

Le monde de l'extrusion des produits agricoles permet la fabrication de différents plats. Avec du soja texturé mais également des légumes secs texturés, dont le pois-chiche, il devient possible de préparer différents types de produits se rapprochant de la viande. C'est le cas des steaks de pois-chiche et de céréales. Un grand chantier doit s'ouvrir dans ce sens et outre les compétences locales, il s'agit de s'ouvrir d'urgence sur les expériences des firmes alimentaires du monde végétarien.

### **CEREALES, MISER SUR L'ORGE?**

Face au réchauffement climatique, le mot d'ordre actuel des sélectionneurs européens est de se ruer vers les oasis sahariens à la recherche de variétés locales adaptées aux fortes températures. Il est donc à espérer que des gènes de résistance à la sécheresse insérés dans les variétés de blé permettront sur les hautes plaines de l'intérieur du pays de cultiver encore des céréales mais certainement en apportant une irrigation de complément.

### **Le cas de l'orge**

De par la brièveté de son cycle, l'orge peut échapper aux fortes températures du mois de juin. A ce titre, cette céréale pourrait devenir stratégique et donc elle ne devra plus être destinée à l'élevage mais devra être destinée exclusivement à l'alimentation humaine. Reste à envisager plus de formes d'utilisation que celles existant actuellement. Il s'agit d'envisager son utilisation accrue en mélange avec le blé dur et le blé tendre pour la fabrication de pâtes alimentaires et de pain.

### **AGRICULTURE AU SUD ET DE MONTAGNE**

Dans ce secteur les bouleversements seront considérables. La culture sous pivot devra être abandonnée. Quant aux cultures en oasis, il s'agit de tenir compte de températures extrêmes. Quid alors de la culture de palmiers dattiers sous des températures de 50°C? Faudra-t-il orienter la sélection génétique vers

des géotypes plus résistants au manque d'eau mais également d'envisager la création de palmiers nains plus faciles à protéger des températures caniculaires par différents dispositifs à même de créer de l'ombre?

### **En montagne, multiplier les terrasses**

Avec le réchauffement climatique, l'agriculture de montagne pourrait connaître un nouvel essor. En effet, le manque de surfaces pourrait être contre balancé par un avantage décisif: les températures plus clémentes en altitude. Aussi, peut-on imaginer un large déploiement de cultures en terrasses telles les rizières en étage en Asie. Il s'agirait de chantiers à même d'aménager des terrasses sur les flancs des reliefs. Outre l'arboriculture, il devrait être possible de développer les cultures les plus sensibles aux températures en les associant à l'agroforesterie.

### **Moissonner les forêts**

En l'absence actuelles de mesures pleinement efficaces contre les incendies, les forêts risquent d'être la proie continuelle des flammes. On peut se demander pourquoi laisser alors tant de biomasse partir en fumée. Il s'agit donc d'arrêter cette vision figée des forêts musées et d'aller vers une exploitation plus rationnelle de ce riche milieu. Une des productions envisageables est la production massive de copeaux de bois à base de taillis et de sous-bois dans le but de produire un précieux compost destiné aux cultures. En effet, copeaux et compost sont des moyens d'arriver à une meilleure efficacité dans l'utilisation de l'eau du sol. Aussi, un engin acquiert dès lors un rôle fondamental, il s'agit des broyeur de branches. En effet, en permettant de fractionner les branches des arbres, les rameaux des arbustes et les palmes des palmiers dattiers en des copeaux, ce type d'appareil permet une dégradation plus rapide du bois. On obtient ainsi un compost assez rapidement disponible pour l'agriculture. Dans le même ordre d'idée, les engins permettant de retourner les andains de copeaux de bois mis en compost sur des plateformes de compostage s'avèrent être le seul moyen de massifier ce type de production.

Par ailleurs, du fait de la réduction des fumiers et déjections de volailles, les exploitations agricoles seront obligées de trouver d'autres sources d'enrichement organique du sol.

### **DES GISEMENTS INEXPLOITES**

Il existe des gisements de ressources qui devront être découvertes ou mieux utilisées. Ainsi, dans le domaine de l'hydraulique, tout prélèvement d'eau devra être mesuré par des compteurs installés au niveau de chaque exploitation. Afin de répondre à la demande en eau, les stations d'épuration des eaux usées deviendront stratégiques. Quant aux boues générées, elles constitueront un amendement organique de base pour les cultures.

### **Agriculture urbaine**

Il s'agit avant tout de renouer le lien entre les populations urbaines et la production d'aliments. S'il ne s'agit pas de transformer chaque citoyen en agriculteur du dimanche, il devient nécessaire de les faire participer à des actions concrètes telles des potagers partagés, et à des circuits courts faisant intervenir des exploitations situées en périphérie des villes. En effet, les eaux des stations d'épurations et les boues ne pouvant être transportées sur de grandes distances, la périphérie des villes devraient être le lieu d'installation d'exploitations agricoles à même d'approvisionner, en partie, les villes en question. Face aux tensions alimentaires qui se profilent à l'horizon, afin d'éviter que celles-ci dégénèrent en véritables crises, la seule solution sera de retrouver des gestes de solidarité et d'action communes au niveau d'ensembles d'immeubles et de quartiers.

### **SORTIR DES SENTIERS BATTUS**

Nombreuses sont les propositions qui peuvent paraître étonnantes. Rappelons que nous nous situons dans un avenir lointain: 2035 qui devrait radicalement voir changer l'agriculture et l'alimentation. L'échéance de 2035 n'est pas si éloignée. Et rappelons qu'il existe des boucles de rétro-action climatiques qui peuvent provoquer des accélérations subites dans les changements climatiques. C'est par exemple le cas du méthane. Ce gaz à effet de serre libéré en Sibérie par le permafrost qui amplifiera la vitesse du réchauffement. Idem avec l'augmentation de l'absorption des radiations solaires selon la couleur du sol et donc de l'albédo au Groenland. Suite à la disparition de la banquise, l'apparition d'un sol de couleur sombre augmentera l'absorption du rayonnement solaire et ne pourra qu'accélérer la fonte de la banquise environnante. C'est dire combien il s'agit, dès maintenant d'anticiper les actions à mener.

La difficulté des mesures à prendre est qu'elles ne sont pas forcément réjouissantes. Ainsi, au niveau de l'agriculture, il s'agira de restreindre fortement l'utilisation inconsidérée des ressources en eau de surface et souterraines ainsi que d'abandonner l'élevage et des culture de rente telle la pastèque et opter pour des cultures stratégiques actuellement considérées comme non-rémunératrices. Quant aux consommateurs, ils devront revenir vers la pratique de la diète méditerranéenne et abandonner la consommation de viande, fromage et autres produits laitiers. A ce propos, il s'agit dès maintenant de préparer les futurs consommateurs en insérant dans les programmes scolaires des notions relatives au changement climatique et l'agriculture.

Le seul espoir réside dans le fait que les mesures prises au niveau mondial, suite à une hypothétique et rapide prise de conscience, écourte la période de réchauffement climatique et que la situation redevienne normale par la suite. Mais auparavant combien alors

d'entre nous devront souffrir des terribles épreuves qui pointent à l'horizon?

# Amontée des périls aux frontières et en interne.

## Algérie, quel plan com à l'international?

### MONTEE DES PERILS AUX FRONTIERES ET EN INTERNE

#### Algérie, quel plan com à l'international?

Djamel BELAID. Chercheur indépendant. 15 11 2020

Les médias français montrent une méconnaissance crasse de la situation actuelle en Algérie. Méconnaissance réelle ou feinte? Souvent ce ne sont que procès à charge. Dans tous les cas, cette situation porte tort au pays. Comment y faire face? A l'heure actuelle où MBS se paye les services de l'agence Publicis pour redorer son blason, quel plan com pour l'Algérie? Il ne s'agit pas d'être dans une situation manichéenne: "nous contre eux". Mais de rétablir l'exactitude des faits.

#### LES MOYENS A METTRE EN OEUVRE

Il nous semble que deux types de moyens sont à mettre en oeuvre: les moyens institutionnels avec notamment les moyens consulaires et diplomatiques ainsi que que les patriotes où qu'ils se trouvent: en Algérie ou dans la diaspora à l'étranger. Les moyens sont variés: préventifs ou en réaction à un article ou déclaration incomplet et à charge.

#### Actions préventives:

Beaucoup de rédactions sont sous informées et par ailleurs même les rédactions qui paraissent les "plus main-stream" sont souvent hétérogènes et y existent des journalistes courageux ayant l'éthique du métier chevillé au corps. Aussi, il s'agit:

- d'envoyer des dossiers de presse objectifs à ces rédaction,
- d'inviter des délégations mixtes (hommes politiques, hommes d'affaires, journalistes) à des visites de l'Algérie,
- de réactiver le groupe d'amitié-France-Algérie au sein de l'Assemblée Nationale française.

#### Actions en réaction:

On pourra bien sûr déployer les mesures précédentes. Pour rappel, beaucoup de personnes en France ne connaissent pas l'Algérie. Récemment, un universitaire français ayant eu l'occasion de visiter l'Algérie, s'est dit émerveillé de ce qu'il a vu dans le pays. Précisons tout

de suite qu'il y a nulle volonté de notre part de cacher les dysfonctionnements actuels du pays, mais il est nécessaire également de montrer l'ensemble des réalisations de ces dernières années. Sinon, ce serait nous auto-flageller.

Parmi ces réalisations: une université dans chaque wilaya, le soutien aux prix des produits alimentaires de première nécessité mais aussi à l'eau, le gaz, l'essence et l'électricité. Subventions multiformes dans le domaine de l'agriculture et l'industrie, aide au financement des auto-entrepreneurs. Et la liste reste longue...

Chaque patriote peut également agir individuellement en contactant les journalistes français dont il estime que le point de vue est incomplet et, sur un ton poli, leur rappeler l'exacte situation du pays avec ses avancées et bien sûr ses dysfonctionnements actuels.

#### UN CONTEXTE GEOPOLITIQUE CONTRE L'ALGERIE

Dès qu'on aborde la question du contexte géopolitique, les individus qui nagent en eau trouble feront immédiatement que nous essayons de reporter sur l'étranger les carences internes du pays. Ce n'est en aucune façon notre dessein. Quelques évidences.

Suite à la tentative américaine de renversement de l'Iran, les monarchies moyennageuses du Proche Orient ne peuvent que vouloir faire pression sur l'Algérie afin qu'elle s'aligne.

Dans le nouveau plan américain concernant la tentative de liquidation de la résistance palestinienne, l'Algérie ne peut être vue que comme un obstacle. A ce propos, en France les menées contre Pascal Boniface illustrent la volonté des inconditionnels français d'Israël, de contribuer à disqualifier les soutiens à la résistance du peuple palestinien.

Dans sa volonté de spolier le peuple sahraoui de son territoire et de ses richesses tels les droits de pêche et la richesse de nombreux gisements de phosphates naturels, le makhzen marocain et ses affidés en France voient d'un mauvais oeil le soutien de l'Algérie à ce peuple en lutte.

Ainsi, les dossiers iraniens, palestiniens et sahraouis peuvent être la cause d'attaques camouflées de médias contre l'Algérie. Outre ces dossiers, il faut rajouter le

cas de la Libye qui constitue une lourde menace obligeant le pays à de considérables efforts en moyens de défense.

## UN CONTEXTE GEOPOLITIQUE CONTRE L'ALGERIE

Dès qu'on aborde la question du contexte géopolitique, les individus qui nagent en eau trouble feront immédiatement que nous essayons de reporter sur l'étranger les carences internes du pays. Ce n'est en aucune façon notre dessein. Quelques évidences.

Suite à la tentative américaine de renversement de l'Iran, les monarchies moyennâgeuses du Proche Orient ne peuvent que vouloir faire pression sur l'Algérie afin qu'elle s'aligne.

Dans le nouveau plan américain concernant la tentative de liquidation de la résistance palestinienne, l'Algérie ne peut être vue que comme un obstacle. A ce propos, en France les menées contre Pascal Boniface illustrent la volonté des inconditionnels français d'Israël, de contribuer à disqualifier les soutiens à la résistance du peuple palestinien.

Dans sa volonté de spolier le peuple sahraoui de son territoire et de ses richesses tels les droits de pêche et la richesse de nombreux gisements de phosphates naturels, le makhzen marocain et ses affidés en France voient d'un mauvais oeil le soutien de l'Algérie à ce peuple en lutte.

Ainsi, les dossiers iranien, palestinien et sahraoui peuvent être la cause d'attaques camouflées de médias contre l'Algérie. Outre ces dossiers, il faut rajouter le

cas libyen qui constitue une lourde menace obligeant le pays à de considérables efforts en moyens de défense.

## LE DRAME DES HARRAGAS ALGERIENS

Il ne peut y avoir d'excuses pour ceux qui, pendant des années, ont participé de près ou de loin, à l'économie du conteneur. Tels ces gros commerçants, souvent affichant une piété débordante, importants par cargaisons entières de la pacotille chinoise ou turque et ruinant l'industrie locale et mettant au chômage des milliers de pères de famille et de jeunes. Le Hirak a permis que soit mis fin à cette prédation. De nombreux individus sont aujourd'hui derrière les barreaux.

Avec la politique de l'Ansej, le pays peut s'enorgueillir d'avoir permis à des milliers de jeunes à créer de démarrer et de créer une entreprise. Certes, des dysfonctionnements ont été constatés. Mais nombreux sont les jeunes entrepreneurs qui dans d'autres pays auraient aimé bénéficier de ce type de facilités.

Nous estimons qu'il faut absolument créer des emplois pour les jeunes mais également desserrer l'étau conservateur actuel qui fait qu'actuellement le seul horizon pour les jeunes est la mosquée. Où sont les camps de vacances mixtes où tout jeune dont tout jeune devrait pouvoir bénéficier. Où sont les bibliothèques, les maisons de jeunes et de la culture, les discothèques? Pourquoi cette prohibition rampante qui fait que c'est la course au wali qui fermera le plus de débits de boisson.

# Président Tebboune et agriculture:

## 6 mesures urgentes.

### **PRESIDENCE TEBBOUNE ET AGRICULTURE: 6 MESURES URGENTES**

Djamel BELAID.

Chercheur indépendant. 20 10 2020

Depuis la présidence Tebboune, on peut se demander quels sont les changements les plus marquants qu'a connus le secteur agricole? A notre connaissance, presque aucun. Certes, un nouveau ministre de l'agriculture a été nommé et le président a vertement critiqué le penchant pour "l'import-import" de certains offices publics tel l'Onab ou l'Oaic. Certes, il y a également la directive du président d'encourager le développement des cultures industrielles (sucre et huile) afin de réduire les importations et l'énoncé de la nécessité de demander, à l'avenir, des comptes aux entités économiques ayant bénéficié des largesses de l'Etat. Mais cela ne fait pas une politique agricole répondant aux impératifs de l'heure. En effet, toute politique doit comporter des mesures conjoncturelles mais aussi structurelles tournées vers plus d'auto-suffisance, d'emplois, de répartition équitable des fruits de la croissance et de durabilité écologique. Or, nombreuses sont encore les situations ubuesques du secteur agricole. Situations d'autant plus graves que ces façons de faire sont devenues la norme pour beaucoup de cadres du secteur agricole imprégnés de dirigisme administratif. Faute de directives précises, les exécutants de la politique agricole gouvernementale, et cela malgré toute leur bonne volonté, sont donc cantonnés à une gestion au jour le jour comme sous l'ère Bouteflika. Et cette situation nous rapproche plus du dirigisme propre à la Corée du Nord que celle des pays à l'agriculture moderne.

A l'heure où les agriculteurs sèment leur champs, que faire si l'année climatique à venir est défavorable et les rendements catastrophiques? Or, on ne peut plus compter sur le filet étatique car les fameuses "réserves de change" fondent à vue d'oeil. Il y a donc "obligation de résultats". Par exemple, le manque de pluie ne peut plus être l'argument permettant de cacher l'incompétence et l'immobilisme de certains services agricoles. Le pays possède des réserves énormes de productivité. La question est donc de savoir comment les mobiliser pour une agriculture au service de plus d'auto-suffisance, de justice sociale et de durabilité. Aussi, il nous semble que certaines mesures s'imposent.

Nous les portons au débat.

### *1 Soutenir le revenu des fellahs*

Nous ne le répéterons jamais assez. Il est nécessaire de trouver des ressources financières autres que celles provenant de l'Etat afin d'améliorer le revenu des agriculteurs. Une remarque technique s'impose ainsi. Alors que les agriculteurs s'échinent à labourer le sol comme ils l'ont vu faire par les colons, les techniques modernes liées à l'agriculture dite de conservation permettent de revisiter ce dry-farming colonial qui épuise les sols. Ainsi avec le semis-direct, l'agriculteur peut réduire ses coûts d'implantation de plus de 40%. Voilà un premier moyen d'amélioration du revenu paysan. Par ailleurs, alors que dans les pays avancés, les agriculteurs tirent un revenu supplémentaire de la fabrication de farine, de semoule ou de fromage et de produits laitiers, en Algérie, cela leur est impossible. Ils ne peuvent que vendre leurs produits à l'état brut. En effet, ce rôle de transformation est dévolu à des investisseurs privés dont certains, parmi les plus gros, ont profité de leur proximité avec l'entourage de l'ex-président de la république. Cette absence de concurrence entre acteurs privés et d'éventuelles coopératives de transformation permet que se construisent des empires agro-industriels aux dépens des moyens mis par l'Etat pour développer l'agriculture et aux dépens des producteurs. Il y a captation d'une rente par de puissants intérêts privés sans que puisse s'exercer une concurrence saine, les agriculteurs étant écartés d'office.

### *2 Instaurer un impôt agricole*

Il devient urgent d'instaurer un impôt agricole. S'il est nécessaire de soutenir le secteur agricole, il est indécent de ne pas demander aux entreprises agricoles les plus prospères: gros agriculteurs, mandataires en fruits et légumes, propriétaires de chambres froides, grainetiers, transformateurs... une participation à l'effort collectif. Actuellement ce sont des fortunes<sup>1</sup> que réalisent certains gros maraichers ou certains gros éleveurs. Or, les bénéfices issus de l'agriculture servent le plus souvent à des investissements hors de ce secteur - on ne compte plus les dépenses somptuaires - ou alimentent même parfois les trafics du square Port Saïd. Un impôt juste pourrait servir à redistribuer des moyens

1 Un universitaire témoignait récemment qu'un gros investisseur cachait de grosses liasses de billets dans sa chambre froide.

aux petites exploitations familiales et à l'installation de jeunes agriculteurs.

L'impôt agricole présente une autre vertu: celle de renforcer le système statistique national, ce qui peut permettre une meilleure connaissance du secteur agricole et une meilleure planification de la part des décideurs.

### ***3 Réduire le pouvoir des empires privés édifiés sous l'ère Bouteflika***

Il ne s'agit pas de s'attaquer à l'investissement privé. Celui-ci est nécessaire au secteur agricole et a toute sa place en dans l'économie nationale. Mais il s'agit de permettre aux producteurs agricoles de pouvoir jouer à armes égales et pouvoir eux aussi capter une partie de la valeur ajoutée liée à la transformation des produits agricoles, notamment concernant le blé dur, le blé tendre et le lait. Ces trois productions peuvent sembler anecdotiques si l'on pense à la variété des productions agricoles: fruits et légumes, ovins, dattes... Mais examinons les choses de plus près. Créer des embryons de structures paysannes gérées, par des fellahs, afin de transformer une partie de leurs productions, c'est certes leur permettre de récupérer plus de valeur ajoutée, mais c'est également de favoriser une forme d'organisation autonome du monde paysan. Organisation qui peut permettre d'acheter en gros des intrants ou de recruter un technicien. Avouons qu'actuellement notre agriculture est largement fonctionarisée. Où voit-on en Algérie, des agriculteurs gérer des budgets ou recruter leurs techniciens? Cette seule évocation fera très certainement sourire plus d'un responsable des services agricoles. Et pourtant, chaque jour, dans les structures de base auxquelles s'adressent les producteurs telles une CCLS ou une antenne de la Badr, les employés sont payés sur les deniers publics et les agriculteurs n'ont pas droit au chapitre. Dans ces structures, ce sont des administratifs. Or, malgré tout le dévouement de ces personnels, rien ne vaut des organisations économiques basées sur des fonds privés provenant de l'organisation de producteurs. En France, Hollande, Nouvelle Zélande les plus grosses sociétés de collecte et de transformation de produits agricoles sont des coopératives paysannes. Il est temps de promettre à la paysannerie algérienne les mêmes moyens qui sont largement distribués aux affidés du cercle de l'ex-président Bouteflika.

### ***4 Aller vers plus de contractualisation***

Nous remarquons plus haut le rôle que peut jouer l'investissement privé. Dans le cas des laiteries et des conserveries privés on observe souvent un soutien technique, matériel et même financier des transformateurs envers les agriculteurs. Il ne s'agit pas de philanthropie mais d'une action afin d'assurer plus de disponibilité en matière première à transformer: lait ou tomate industrielle. Mais cette politique privée va dans l'intérêt des producteurs et de la nation. Comment l'étendre à d'autres secteurs tels les céréales, les

légumes secs, l'aliment du bétail ou la production (future) de sucre. Notons que dans le cas des oléagineux, un projet de production de colza est en cours, porté par l'ITGC et notamment un groupe d'agriculteurs de Constantine. Des investisseurs tels Cevital et S.I.M ont été associés à cette démarche de relance de cette filière. Il s'agit donc d'appliquer à toutes les filières agricoles ce "donnant-donnant" évoqué, certes en d'autres termes, par le président Tebboune. Comment expliquer qu'à ce jour des agro-industriels tels ceux des boissons et sodas n'investissent pas un seul dinar dans la production locale de sucre ou dans celle de fruits préférant ainsi importer du Brésil des concentrés de jus. Idem avec ces groupes d'aliments du bétail qui ont largement prospéré<sup>2</sup> sous l'ère Bouteflika mais qui n'ont jamais tenté de soutenir les fellahs afin de produire orge, triticale, féverole, pois protéagineux... préférant importer maïs et tourteaux de soja par cargaisons entières aliénant ainsi l'avenir économique du pays à des groupes d'intérêts étrangers. De gros fabricants d'aliments du bétail ont même utilisé le chantage, menaçant les pouvoirs publics de mise au chômage de centaines d'employés et d'arrêt de l'élevage avicole quant il a été question de réglementer ce type d'importations. Par ailleurs, que se passera-t-il si un jour, le Brésil décide de transformer sur son sol le sucre roux actuellement raffiné dans les unités de Cevital et du groupe La Belle? Pourquoi ces industriels ne tentent-ils pas de produire une partie de leurs besoins en sucre à partir de dattes, d'amidon de pomme de terre ou d'orge? Pire, ils produisent un sous-produit, la mélasse. Mais au lieu de la destiner à l'industrie des aliments du bétail, ils la ré-exportent vers l'Europe. Est-il normal de bénéficier de la protection de barrières douanières, d'un marché captif de plus de 40 millions de consommateurs, de subventions diverses et d'une main-d'oeuvre qualifiée sans rendre quoi que ce soit à la communauté nationale si ce n'est quelques "couffins du ramadhan"?

### ***5 Sécuriser l'investissement agricole par une loi sur le fermage***

Bien au fait du fonctionnement des agricultures modernes, l'économiste Omar Bessaoud, seul Algérien à avoir été admis à l'Académie d'agriculture de France, ne cesse de clamer la nécessité d'un loi sur la location des terres, c'est à dire une loi sur le fermage afin de clarifier la situation du foncier. Actuellement, nombre d'agriculteurs louent dans l'illégalité la plus totale la terre qu'ils travaillent. De ce fait ils ne peuvent avoir cette vision à long terme qui leur permettrait d'investir plus. Mais, ne nous trompons pas. Il ne s'agit pas de permettre à des apétits voraces de mettre la main sur les terres du domaine de l'Etat. Ces terres libérées grâce au sacrifice de dizaines de milliers d'Algériens durant la

2 Un observateur déclarait récemment à Jeune-Afrique qu'Issad Rebrab n'avait jamais autant gagné d'argent que sous Bouteflika.



lutte de libération nationale. Ces terres sont les terres des chouhadas "ardh ech-chouhada" et sont un patrimoine national qui devra servir à nourrir les générations futures. Ce patrimoine est inaliénable et ne peut en aucun cas appartenir à de quelconques intérêt privés. Mais qu'est ce qui empêche de louer ces terres? Elles sont actuellement légalement détenues par des ayants droits dont des EAC et EAI. Il faut autoriser les attributaires de ces structures à les louer. Mais en échange, il s'agit d'instaurer un impôt agricole juste permettant d'empêcher des rentes de situation.

### ***6 Pour des syndicats agricoles libres***

La paysannerie algérienne a par deux fois montré son haut niveau de conscience politique: en témoigne comme le note Omar Bessaoud<sup>3</sup> "*le rôle qu'elle a joué dans la lutte de libération et actuellement dans la stabilité politique du pays.*" Il est donc d'autant plus inacceptable qu'il lui soit refusé toute possibilité de s'organiser dans un syndicalisme agricole démocratique et représentatif. Qu'est ce qui justifie l'existence actuelle d'un seul syndicat agricole? Qu'est ce qui justifie la légitimité de son actuelle direction controversée avec à sa tête l'aparatchik Mohamed Aloui? Est-elle réellement l'émanation de la base? Il est temps d'aller vers plus de démocratisation dans les instances agricoles: syndicats et chambres d'agriculture, conseils de filières, ...

### ***Donner plus de visibilité au changement permis par le Hirak***

Nombreux sont les personnes encore non convaincues de la volonté du président Tebboune de tourner la page de la période de prédation généralisée qu'a connu le pays sous le président Bouteflika. A ceux qui doutent, la mise derrière les barreaux des principaux prédateurs est une preuve tangible de cette volonté de tourner la page. Une affirmation plus nette de la volonté de la direction politique du pays d'agir dans la direction de l'édification d'une agriculture tournée vers les besoins du pays et à même de fournir du travail est nécessaire. Elle est d'une urgence capitale. Celle-ci ne doit pas tarder au moment où des nostalgiques de la période précédente restent présents à différents niveaux des institutions. Celle-ci ne doit pas tarder afin de convaincre ceux qui, en l'absence des moyens de réaliser une analyse objective de la situation réelle du pays, restent sur le bord du chemin et peuvent être entraînés vers des directions erronées. A l'heure de la baisse de l'aisance budgétaire de la puissance publique et de la situation économique et sociale difficile créée notamment par la pandémie du Covid-19, il est urgent d'avancer dans les mesures conjoncturelles mais aussi structurelles.

---

3 «Ce qu'impose l'impératif de la sécurité alimentaire...»  
Omar Bessaoud. 01.08.16 El Watan

# Financement de l'agriculture:

## Miser sur une contribution obligatoire volontaire.

### FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE: MISER SUR UNE CONTRIBUTION OBLIGATOIRE VOLONTAIRE.

Djamel BELAID

Chercheur indépendant. 18.07.2020

Alors que le premier ministre communique sur la situation délicate de l'économie du pays, la question du financement du secteur agricole reste plus que jamais posée. Une des solutions à ce financement réside dans la généralisation de "contributions obligatoires volontaires" à chacune des filières agricoles du pays.

Le principe des contributions obligatoires volontaires (COV) consiste en un prélèvement minime sur le prix de chaque produit agricole collecté. Cette pratique existe en France depuis 1975. En Algérie, elle existerait dans le cas de la filière céréales avec un prélèvement de 18 DA sur chaque quintal de blé collecté par l'OAIC. Dans le cas d'une COV, les sommes réunies doivent servir au développement de la filière. Le prélèvement est en général réalisé par un organisme de collecte ou un transformateur.

Les sommes réunies ne sont pas considérées comme une subvention publique mais comme une source de financement privé. Bien que mince, la nuance mérite d'être soulignée. En effet, dans le cas d'accord avec le FMI ou l'OMC, les filières concernées restent autorisées à utiliser ces fonds qui peuvent représenter des sommes considérables.

#### PRELEVEMENT ET UTILISATION DES COV

Dans le cas algérien, le montant des COV de la filière céréales seraient dirigées par l'OAIC vers la Chambre Nationale d'Agriculture. Peu d'informations sont disponibles concernant ce financement et son utilisation.

Selon les filières, les COV pourraient être prélevées par les laiteries, les pressoirs d'huile d'olives, les abattoirs, les couvoirs, les fabriques d'aliment de bétail, les chambres froides, les boîtes de semences maraichères...

Quant à l'utilisation des COV, il s'agit d'opter sur la transparence. Il ne s'agit pas de fonds publics mais de fonds privés. Aussi, c'est aux acteurs privés de chaque filière de les gérer. Les pouvoirs publics peuvent à la rigueur mettre à disposition des bureaux des filières des agents comptables, mais en aucun cas, ils ne doivent se substituer aux élus.

#### OLEO-PROTEAGINEUX, L'EXCELLENCE DES COV FRANÇAIS

Lorsque les consommateurs algériens dégustent de la mayonnaise de marque Djaddi, ils ne se doutent pas qu'ils bénéficient de COV français. Idem pour les consommateurs de poulets de Aïn Defla nourris aux aliments du bétail en provenance de l'usine SIM-Sanders ou les consommateurs marocains et tunisiens d'huile Lesieur-Cristal. En fait, à chaque fois le groupe français Avril est impliqué dans ces productions. Or, ce puissant groupe français n'est que l'émanation de la structure financière paysanne Sofiprotéol qui est à l'initiative de la collecte des COV issues de la filière oléo-protéagineux. Cette filière regroupe les producteurs français de colza, tournesol, lin, pois, féverole et soja. Sofiprotéol qui dispose d'un sacré pactole financier s'est mué en groupe Avril. Et à coups de rachats de sociétés, ce dernier s'est aujourd'hui diversifié dans l'amont et l'aval des oléo-protéagineux, allant jusqu'à racheter les huiles d'olives de marque Puget. Le groupe Avril comprend notamment les sociétés Sanders, Matines, Saipol (bio-carburants) et investit dans l'extraction de protéines à partir de colza. Longtemps ce puissant groupe paysan a essayé de s'associer avec Cevital, mais à ce jour aucun projet n'a abouti.

#### RENCONTRE BELHIMER-REBRAB

En ce mois de juillet, la presse rapporte une rencontre entre le ministre de la communication, le talentueux Amar Belhimer et Rebrab. Beaucoup ont supputé que cette rencontre faisait suite à la violente campagne de presse du quotidien Liberté, propriété de Issad Rebrab, quant à une supposée incurie des autorités face à la pandémie du Covid-19. Si on en croit le communiqué ministériel faisant suite à cette réunion, l'objet en était la relance de projets industriels: "*cette longue entrevue, qui s'est déroulée au siège du ministère, a permis d'évoquer les moyens d'une relance de l'économie nationale, à travers la stratégie du gouvernement qui consiste à encourager les entreprises économiques, satisfaire les besoins du marché national et se diriger vers l'exportation, tout en réduisant le volume des importations, étant donné les circonstances actuelles que vit le pays*". On ne peut que s'en réjouir.

En effet, Cevital avait commandé à une entreprise chinoise le matériel pour démarrer une usine de trituration de graines d'oléagineux. Empêchés d'être

débarqués dans le port de Béjaïa les 16 conteneurs de matériel l'avaient été dans le port de Skikda. Mais l'industriel avait été empêché de les utiliser pour vice de forme.

On peut espérer que cet épisode est du passé et que cette unité de trituration sera, en partie, alimentée par des oléagineux locaux. A ce titre le groupe Avril pourrait apporter une aide précieuse comme c'est le cas en ce moment au Maroc.

La relance de la production d'oléagineux en Algérie, pourrait être l'occasion d'instaurer des COV au niveau de la filière en question et pourquoi pas, d'essayer de reproduire en Algérie la succes story de la filière française en s'y inspirant et en l'adaptant à nos conditions.

#### **ENCADRE: LE GROUPE AVRIL EN TUNISIE**

*Initié et porté par le GOUVERNEMENT DE TUNISIE, ce projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat réunissant :*

*-les savoir-faire et compétences du groupe AVRIL et de ses filiales CRISTAL TUNISIE, LESIEUR, LESIEUR CRISTAL et SANDERS TUNISIE en matière de structuration et de développement de filières agro-*

*industrielles ;*

*-les expertises reconnues dans les domaines de la production, de la transformation et de l'organisation de filières agricoles d'AGROPOL, organisme interprofessionnel de promotion et de coopération internationale de la filière française des huiles et des protéines végétales, et de TERRES INOVIA, l'institut technique des professionnels de la filière.*

*La valorisation des premières récoltes est assurée par les partenaires industriels suivants :*

*-Le groupe CARTHAGE GRAIN, seul tritrateur en Tunisie, assure la valorisation des graines en huile et en tourteaux.*

*-Le raffinage est assuré par un raffineur tunisien.*

*-CRISTAL TUNISIE assure le conditionnement et la commercialisation de l'huile raffinée sous la marque LESIEUR.*

*-SANDERS TUNISIE assure de son côté la valorisation et la commercialisation des tourteaux de colza pour l'alimentation animale des élevages tunisiens.*

**LE PROGRAMME D'ACTION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE****Des cultures industrielles au sud ?****LE PROGRAMME D'ACTION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE**

30 juillet 2020  
Djamel BELAID  
Chercheur indépendant.

A son tour, Mr Hamid Hamdani a accepté la lourde tâche du poste du ministère de l'agriculture. Poste éminemment sensible quand on observe le turn over qui caractérise cette fonction. A ce titre, on ne peut que lui souhaiter un plein succès dans sa mission. Comme souvent les premières déclarations renseignent sur les orientations gouvernementales et la sensibilité particulière du locataire du boulevard Amirouche.

**AGRICULTURE, DES ORIENTATIONS PRESIDENTIELLES**

Lors de son récent passage sur les ondes de la télévision nationale, le ministre a repris les orientations gouvernementales et mêmes, disons le, les orientations présidentielles. Celles-ci visent certes à réduire les importations des biens alimentaires mais surtout à développer "l'agriculture saharienne". Notez le, nous avons bien écrit agriculture saharienne et non pas agriculture oasienne. Car comment penser à un modèle durable et économiquement viable quand on voit au sud ces investissements qui consistent à faire pousser dans le sable du blé sous 40°C en arrosant jour et nuit. Quand le ministre parle d'utilisation de moyens satellitaires pour exploiter au sud un million d'hectares, faut-il lui rappeler que ces mêmes moyens ont montré que l'actuel renouvellement des eaux souterraines du sud ne couvre que 40% des prélèvements actuels. S'il y a des surfaces à mettre en valeur, elles se situent dans la steppe car il y a des eaux de ruissellement à récupérer comme sait le faire le HCDS avec les sed de dérivation. A cette folie économique et écologique le programme défendu par le nouveau ministre consiste aussi à faire pousser sous 40°C et avec ces pivots des cultures industrielles.

Au delà de cette politique folle d'exploitation inconsidérée de l'eau des nappes phréatiques du sud (que restera-t-il pour les générations à venir?), il y a une lueur d'espoir. Le nouveau ministre a prononcé les mots magiques de betteraves à sucre et colza.

"Zaghtou ya n'ssawine" aurait-on envie de dire. Car durant des décennies ces mots ont été bannis. Personne ne les prononçaient au MADR. Voilà qu'ils apparaissent aujourd'hui. C'est là une victoire de la corporation des agronomes algériens qui n'ont cessé de rappeler l'intérêt

de ces cultures que nos voisins marocains développent depuis des lustres. Certes, le ministre souhaite les implanter au sud, mais ne boudons pas notre plaisir. On peut espérer que des agriculteurs du nord du pays s'empareront un jour de cultiver des betteraves et du colza.

Ceci dit, le ministre n'a rien dit sur la phase d'opérationnalisation de ce projet. Que fait-on ensuite des graines de colza et des racines de betteraves? Il faudra investir dans des installations de transformation. Est ce que Cevital sera associé au projet? Rappelons que récemment Mr Rebrab a été reçu par Mr Belhimmer.

**LES CEREALES, DECLARES COMME SECTEUR STRATEGIQUE**

En la matière, le ministre a rappelé l'importance de l'irrigation "es-saguy et-takmili". Pour illustrer son propos, il a indiqué que la production ainsi obtenue sur 20 000 ha au nord et 20 000 ha au sud permettrait d'économiser 800 millions de dollars. On ne peut que se féliciter de cette volonté de réduire les importations. Rappelons cependant deux choses:

- Au sud l'irrigation fait appel à des eaux fossiles qui ne renouvellent pas et dont certaines sont chargées en sel, ce qui oblige les investisseurs à déplacer tous les 4 à 5 ans leurs pivots car le sol est devenu stérile.
- Par ailleurs, les distances, le manque de fertilité du sol et le montant des factures de Sonelgaz font que ce modèle ne tiendrait pas économiquement sans les massives subventions étatiques.

Mais parier sur la seule irrigation est oublier les problèmes que rencontrent les céréaliers et notamment les plus petits d'entre-eux: coût élevé de la location du matériel et des engrais, faiblesse de l'accompagnement technique (seuls 25% des surfaces sont désaffectées) et absence de structures permettant de bénéficier de la valeur ajoutée créée par la transformation du grain. Ces obstacles font que pour nombre d'agriculteurs, il est souvent plus rentable de consacrer de larges surfaces au pâturage des moutons que de faire du blé ou des légumes secs. Notons également l'absence de loi sur le fermage (location des terres) permettant de sécuriser l'investissement agricole.

**IMPORTATIONS MAÏS, OLEAGINEUX, SUCRE PLUS DE 1,5 milliards \$**

Le ministre a rappelé le coût des importations de maïs, oléagineux et sucre. Elles dépassent le milliard de dollars. Puis il a immédiatement développé l'idée

d'exploiter le sud.

Mais sans aborder la mission des industries de transformation. Il faut rappeler que nous avons au nord du pays des raffineurs de sucre roux, des raffineurs d'huile brute et des fabricants d'aliments du bétail. Pourquoi vouloir édifier à partir de rien, *ex nihilo* au sud, les filières correspond à ces produits? Il est étonnant qu'il ne soit pas demandé à un fabricant d'aliment du bétail tel SIM-Sanders de développer des cultures pouvant remplacer en partie le maïs et le soja en développant orge, triticale, féverole, pois et tourteaux d'oléagineux? Idem concernant nos raffineurs de sucre et d'huile. Comment se fait-il que le ministre n'indique pas de les associer à cet effort. Idem concernant les CCLS, pourquoi ne pas leur permettre de développer les aliments du bétail en encourageant les agriculteurs à produire de la matière première locale?

Bref, le mot de contractualisation n'est pas prononcé. Or, en matière de lait et de tomates industrielles, ce principe fonctionne, même si dans un premier temps il a nécessité des subventions publiques aux filières.

#### MAIS ET SOJA, QUELLE VISION A LONG TERME?

La volonté de sortir des importations du couple maïs-soja est honorable. Ces produits servent essentiellement à l'élevage volaille. Il s'agit donc d'étudier toute la palette des substitutions possibles en utilisant des sous-produits locaux dont la mélasse injustement exportée vers l'UE. Mais cela pose la question des choix stratégiques. Les potentialités financières et agronomiques du pays peuvent-elles permettre d'assurer à 42 000 000 de consommateurs algériens leur ration de protéines animales issues des volailles? Ne faudrait-il pas leur assurer cette ration indispensable en optant pour des protéines végétales? C'est à dire lentilles, fèves et pois-chiche plus adaptés à notre climat semi-aride et aride.

Mr Hamdani doit le savoir. Cette problématique est évoquée dans les écoles d'agronomie du pays. Souvent l'exemple pris est celui du couscous dont les acides aminés de la semoule et ceux des pois-chiches se complètent parfaitement. Mais qui aura le courage d'aller voir le Président Tebboune et le lui expliquer? D'aller lui dire, Monsieur le Président, je ne suis pas d'accord avec cette orientation qui consiste à produire à tout prix du maïs en sacrifiant les réserves d'eau du sous-sol saharien au dépend des générations à venir.

#### UN INSTITUT D'ETUDES OASIENNES

Le ministre a parlé d'Ibel, les dromadaires ainsi que d'un programme de construction pistes et de routes. Concernant le dromadaire, sa viande est de plus en plus

consommée étant donnée la forte demande. Mais si cet animal est extraordinairement adapté à l'environnement saharien, son élevage mal conduit peut conduire à une catastrophe écologique. En effet, les troupeaux sont de plus en plus grands et sont souvent lâchés en milieu désertique entre deux puits. De gros éleveurs viennent récupérer ensuite en été les bêtes assoiffées qui se concentrent autour des points d'eau. Cette pratique "el h'mil" est une catastrophe pour la faible végétation désertique seule capable de retenir le sable qui ensable les villes et recouvre les routes. Les services agricoles devront préciser comment ils comptent orienter ce type d'élevage et avec quels moyens?

#### LE COEUR DU PROBLEME

Avec ces velléités de développer la production de maïs dans le sud ou l'élevage de dromadaires, nous sommes au coeur du problème. Et la liste et longue de ces projets aberrants et ces dysfonctionnements fréquemment relevés par la corporation des agronomes et que la frange patriote du pouvoir politique se doit écouter. Car, n'en doutons pas le Pr Tebboune veut réellement réduire les importations et compter sur les forces du pays en donnant du travail à nos jeunes. Mais malheureusement, il ne s'en donne pas les moyens en empiétant sur le domaine des techniciens en imposant par exemple d'installer les cultures industrielles au sud du pays.

En ce qui concerne la prospective, les agronomes de ce pays, à travers le ministre mais aussi les autres canaux, doivent éclairer les décideurs. Nombreux sont les agronomes et agriculteurs des filières qui réclament par exemple une loi officielle sur la location des terres ou la promotion de groupements de producteurs paysans pour transformer les produits agricoles ou mettre sur pied des stations de conditionnement et de stockage.

Or, ce langage n'est pas audible au niveau du MADR. Et tant qu'il en sera ainsi, la voie vers plus d'auto-suffisance alimentaire passera par des voies hasardeuses. En avons nous la possibilité avec le contexte actuel marqué par l'instabilité aux frontières, la baisse de la rente pétrolière, les risques de récupération du Hirak, l'urgence de donner des emplois aux harragas potentiels?

# Hamid Hamdani: Vers un second senatus consulte?

Foncier, des positions ultra-libérales.

## HAMID HAMDANI: VERS UN SECOND SENATUS CONSULTE?

Djamel BELAID  
Chercheur indépendant.  
25.06.2020

Mr A. Djerad a remanié son équipe ministérielle. Le poste de l'agriculture est confié à Mr Hamid Hamdani qui occupait jusqu'à présent au sein du MADR la direction centrale de l'organisation foncière et de la protection des patrimoines. A son poste, Mr Chérif Omari a courageusement supporté la tâche du secteur agricole avec les moyens et les orientations venues d'en haut. Ainsi, il a eu l'injonction du président Tebboune d'encourager le développement des cultures industrielles dans le grand sud, pari quelque peu improbable. Quelles seront les missions du nouveau ministre?

### UN GOUVERNEMENT AUX ABOIS

La situation économique du pays est délicate. Il y a quelques mois, Mr Attar déclarait sur la même chaîne que les seules importations de gazoil nous coûtent 3 milliards de dollars et que la contrebande sur le carburant était du même ordre de grandeur. Quant aux prochaines augmentations des capacités de production de gaz naturel, elles ne pourraient que servir à tenter de couvrir la demande interne. C'est dire les défis qui attendent le pays.

Cependant l'absence de dettes fait qu'une bonne gouvernance pourrait être en mesure de nous faire franchir cette passe difficile. En matière agricole, le cap est mis vers la réduction des importations de produits alimentaires. Pour se faire la politique du gouvernement est de travailler plus de terres dont celles du grand sud. Si cette orientation est louable, elle ne doit pas faire oublier les autres dossiers du développement agricole: absence de marché officiel pour la location des terres agricoles, non encouragement à la création de coopératives agricoles, répartition inéquitable de la valeur ajoutée à la transformation des produits agricoles, absence de co-gestion avec les associations professionnelles, absence de syndicalisme autonome paysan...

### APRES LES GPF, LES GPS

Si chaque ministre applique un programme gouvernemental, chaque grand serviteur de l'Etat possède des convictions. Cela a été le cas ou est le cas par exemple de personnalités telles Mme Nouria Benghabrit, MM Ferhat Aït Ali, A. Attar, Amar Belhimer... Dans le cas de Mr Hamid Hamdani, l'écoute attentive de ses interventions lors de ses différents passages sur les ondes de la chaîne III est très instructive. A ce titre elle est même quelque peu inquiétante concernant les terres arch et le satisfecit données aux forces qui tentent de s'accaparer ces terres en Algérie. Car, ne nous y trompons pas, la lutte de la paysannerie algérienne contre les colons confiscateurs des meilleures terres continue aujourd'hui, même si aujourd'hui les prédateurs ont changé de nature.

Ainsi, Mr Hamdani a indiqué que pour augmenter la production agricole, il était nécessaire d'identifier les ayants droits des terres arch sur les parcours steppiques. Cela, bien sûr, a-t-i rajouté en concertation avec les intéressés et les occupants actuels. Ce discours fait écho aux rédacteurs du senatus consulte des années 1863, lorsque le pouvoir colonial décida d'asseoir dans la législation coloniale la dépossession des fellahs algériens.

Questionné par l'animatrice, Mr Hamdani précisa que concernant la politique de concessions de terres, il serait tenu compte des jeunes mais également des Grands Projets Structurants (GPS). Le président Boumédiène avait tenté de nationaliser les Grands Propriétaires Fonciers (GPF), voilà qu'on prévoit d'encourager des aventuriers attirés par les subventions en tout genre liés aux projets de mise en valeur. Rappelons que dans ces projets la gratuité et quasi totale et concerne la terre, l'eau, le matériel d'irrigation, crédits. Que deviendront ces méga projets lorsque l'Etat arrêtera de les subventionner? Les pivots resteront-ils à rouiller dans les sables comme à Adrar dans le cas du méga projet du CAAS?

### HAMDANI, QUELLE VISION STRATEGIQUE?

Plus grave, parmi les propos du nouveau ministre, on note la persistance en la croyance d'une agriculture fortement centralisée administrativement comme garant de sa réussite. Ainsi, concernant les concessions non encore mise en valeur, il préconise la poursuite des

commissions de contrôle de wilayas et les enquêtes de terrain pour débusquer les fraudeurs.

Si cette préoccupation est tout à son honneur, ne faudrait-il pas arrêter au sein du MADR, de monter des "usines à gaz" et appliquer des principes adoptés par la plupart des agricultures modernes? Les superficies des concessions étant connues, il suffit d'appliquer un barème d'imposition sur les bénéfices agricoles proportionnel à ces surfaces. Quitte à laisser un délai d'un à deux ans pour la mise en valeur. Quant à ceux qui sous-louent, pourquoi les criminaliser alors que dans un pays comme la France, les deux tiers des exploitants louent des terres? Il suffit d'instaurer un statut du fermage avec un loyer adapté aux potentialités de chaque région.

Poussé dans ses retranchements par l'animatrice, Mr Hamdani a indiqué que même dans le cas des terres privées les commissions de wilayas pourraient également enquêter sur le cas des terres non travaillées. Pourtant chacun sait que dans le cas des terres privées, outre des situations particulières, il s'agit également de tenir compte des coûts que représente la culture des céréales. Si l'Etat a consenti de nombreuses aides, il est du rôle du MADR d'impulser les moyens de mise en oeuvre de techniques d'agriculture en sec adaptées au milieu semi-aride et peu coûteuses. La répartition équitable de la valeur ajoutée issue de la transformation des produits agricoles ne saurait également être occultée.

#### LA TERRE A CELUI QUI LA TRAVAILLE?

Rappelons à nouveau, qu'une loi sur le fermage ainsi qu'une autre sur la constitution de société civile d'exploitation agricole (SCEA) seraient particulièrement adaptées au cas des terres en indivision qui pourraient être ainsi confiées légalement

à un gérant désigné par les ayants droits. Comme le font remarquer les économistes A. Benachenou, Ali Daoudi ou Omar Bessaoud, il devient urgent de faire sortir de l'informel les agriculteurs locataires et donc que l'Etat statue sur les différents modes de faire valoir ayant cours dans les campagnes en instaurant un impôt équitable afin de parer aux effets de rente.

Appliquer le slogan "la terre à celui qui la travaille" peut se faire sous la forme de l'impôt foncier s'opposant aux positions de rente. Il n'est pas nécessaire de posséder la terre pour travailler, la louer peut suffire en présence d'une fiscalité adéquate. Sinon, le consommateur algérien devra payer le coût du travail de l'agriculteur et le coût d'achat de la terre.

Rappelons que la terre des fermes d'Etat est la terre des chouhadas. Cette terre auparavant spoliées par les Borgeaud, Bugeaud ou Dufourg et reconquises par la lutte d'indépendance. Cette terre peut être louée mais devra rester propriété d'Etat au service des générations futures qui vivront sur cette terre d'Algérie.

Mais tout cela, bien que chargé des questions foncières, Mr Hamdani n'en a pas parlé ou à peine effleuré. Si ce n'est à un moment à propos d'une forme de fiscalité à établir. Quand à la préservation des terres agricoles du béton et du bitume, on aura noté les voeux pieux. Nous ne manquerons pas de poursuivre l'analyse de son discours.

Notons au crédit du ministre la volonté de compte sur l'intensification de la production des terres situées au nord en s'appuyant sur les connaissances agronomiques.

# Algérie, comment réhabiliter el-bissa?

## La germination, un moyen de valorisation protéines du blé et des légumes secs.

### ALGERIE, COMMENT REHABILITER EL-BISSA.

#### La germination, un moyen de valorisation des protéines du blé et des légumes secs.

Djamel BELAID Chercheur indépendant  
20 Novembre 2020

Dans tous les pays, l'approvisionnement des consommateurs en protéines est fondamental. Les protéines apportent en effet les acides essentiels à l'organisme. Les pays méditerranéens se sont toujours principalement nourris de céréales, de protéines provenant de légumes secs, d'huile d'olive et de fruits. C'est ce que les nutritionnistes appellent la "diète méditerranéenne". Combiné aux céréales, le blé dur permet en effet de couvrir toute la gamme des acides aminés indispensables à l'organisme. En Algérie, à partir des années 1970, les pouvoirs publics ont tourné le dos à ce modèle et ont décidé que ces acides aminés essentiels seraient dorénavant apportés dans la ration journalière par des protéines animales à la place de protéines végétales.

### ELEVAGE AVICOLE, UN COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE

Avec le développement de l'aviculture, l'idée de départ était de produire dans des poulaillers industriels des quantités de viande et d'oeufs en s'affranchissant des aléas climatiques. Dans ce modèle, les volailles sont nourries par du maïs et des tourteaux de soja. Le problème est que ces deux produits sont totalement importés. En effet, le climat local semi-aride ne permet pas de produire massivement ni maïs ni soja. Résultat, des importations toujours plus importantes de ces deux matières de base des rations de volailles; elle dépassent actuellement le milliard de dollars.

Aujourd'hui les oeufs sont si répandus dans la consommation locale que l'omelette-frites est devenue un classique et qu'il n'est pas rare de voir des oeufs durs trônant sur un plat de couscous. Ces oeufs remplacent les pois-chiches qui auparavant donnaient cette vitalité propres à nos aînés.

### REEMPLACER UNE PARTIE DU MAÏS PAR DE L'ORGE

Face à cette hémorragie de devises, est-il possible de

faire marche arrière? Car, nous en doutons pas, ce modèle de consommation n'est pas tenable pour le budget de l'Etat. Des chercheurs de l'ENSA d'El-Harrach ont montré qu'il était possible de réduire la part du maïs et du soja par des produits locaux et notamment par des sous-produits des industries agro-alimentaires locales.

Des chercheurs de l'institut de l'élevage ont montré que dans les rations des volailles, on pouvait remplacer 20 à 25% du maïs par de l'orge. Des travaux marocains montrent qu'en utilisant des enzymes, cette proportion d'orge peut être augmentée.

De leur côté, les services agricoles tentent de développer la production de maïs grain au sud sous pivot. Mais ce type de culture nécessite de grandes quantités d'eau puisées dans les nappes phréatiques ce qui à moyen terme risque de mettre en danger l'approvisionnement en eau des populations locales. Déjà on note en différents points du sud une baisse du niveau de ces nappes d'eau.

### LA SUCCES STORY DU FRANCAIS LAURENT SPANGHERO

Dépenser de l'eau dans le sud pour produire du maïs que l'on donne aux poules n'est rentable économiquement que grâce aux subventions publiques. Du point de vue écologique, ce modèle est à revoir car il consomme trop d'énergie et contribue à la salinisation des sols sahariens. Puis, du point de vue nutritionnel, maïs et soja peuvent être directement consommés par les êtres humains. Beaucoup de consommateurs occidentaux estiment que c'est donc un gaspillage que d'en donner à des animaux.

Après toute une carrière dans la filière viande l'ancien joueur de rugby Laurent Spanghero s'est rendu compte de cette aberration. Il a donc décidé de se ré-orienter vers les protéines végétales. Au sein de sa société Nutrimat, il a décidé de produire une farine comportant des légumes secs dont des pois-chiche, des lentilles, des pois et du blé dur. C'est à dire l'alliance blé dur et légumes secs du couscous ou de ce plat traditionnel "el-bissa" connu en Tunisie<sup>4</sup> et Algérie. En effet, le blé dur est pauvre en lysine et méthionine mais riche en

4 La germination, un bioprocédé au service de l'industrie agro-alimentaire? JRIBI et al. (2018) / Journal of new sciences, Agriculture and Biotechnology, 57(5), 3725-373.



isoleucine et en leucine. Et le pois chiche est pauvre en isoleucine et tryptophane mais riche en lysine et méthionine. Du point de vue de l'apport en acides aminés essentiels, ces deux plantes se complètent donc admirablement.

Mais sur les conseils de laboratoires de recherche, afin de valoriser au maximum les protéines de ces produits, il a décidé de les faire germer puis après séchage de les moulinner pour en faire des pâtes alimentaires. Les premiers tests ont vite montré une très bonne teneur en protéines ainsi qu'une excellente digestibilité. Plus d'irritations du tube digestif et d'accumulations de gaz provoquant de désagréables flatulences. L'ancien rugbyman aime à dire que pour 100 grammes de ses pâtes, il y a la même quantité de protéines que dans 100 grammes de viande.

#### LES ETAPES DU PROCESS INDUSTRIEL

En Algérie, ces résultats pourraient intéresser les pouvoirs publics et les investisseurs potentiels. Pourquoi ne pas réhabiliter el-bsissa, mais cette fois en faisant germer les graines, et ainsi réduire la pression sur les oeufs et la viande de poulets? Bien sûr, cette miraculeuse farine pourrait servir à confectionner des pâtes alimentaires mais également différents produits: pain spécial, biscuits, houmous, chips ...

#### Un procédé en 7 étapes

Face à la réduction des moyens financiers du pays, ce serait là un moyen de revenir à la diète méditerranéenne. Alors comment procéder? Dans différentes interventions publiques que l'on peut consulter sur les réseaux sociaux, Laurent Spanghero détaille en 7 étapes le process industriel utilisé dans son

usine. Les graines sont d'abord lavées puis mises à tremper. La germination dure de 48h à 72 heures. Cette phase semble courte, mais elle suffit à détacher l'enveloppe et surtout à activer des enzymes qui permettent de transformer les sucres complexes en sucres simples, d'où une meilleure digestibilité. Intervient alors une pré-cuisson à une température modérée de 65 degrés qui permet une diminution des inhibiteurs de trypsine et donc une meilleure digestion des protéines. Les graines sont ensuite mises à sécher à une température de 45°-50°C.

#### L'intérêt du dé-pelliculage

Intervient alors un dé-pelliculage qui permet d'enlever la pellicule des graines. Cette phase est capitale, car en enlevant la pellicule externe des graines, telle les lentilles, on enlève les tanins qui y sont présents et on permet une meilleure biodisponibilité des protéines. Intervient alors en dernier lieu le broyage qui permet d'obtenir de la farine.

L'initiateur de ce type de produits souhaite faire connaître ce procédé en Afrique. L'occasion de lancer une affaire commune sur le territoire national. Avis aux investisseurs...

**Contact:** NUTRINAT 287, Avenue Frédéric Passy FR-11400 CASTELNAUDARY  
Tél : +33 (0)5 34 43 42 35 Fax : +33 (0)9 72 55 25 61  
Email : [contact@nutrinat.fr](mailto:contact@nutrinat.fr)

# Chérif Omari, un discours volontariste, mais les vieilles habitudes perdurent.

## OMARI, UN DISCOURS VOLONTARISTE, MAIS LES VIEILLES HABITUDES PERDURENT

Djamel BELAID  
12 mai 2019

Le site du MADR met en ligne en date du 8 mai, des extraits d'une rencontre entre le ministre de l'agriculture, Chérif OMARI, et divers responsables dont les directeurs des services agricoles de wilaya. Les propos sont fortement teintés de volontarisme. On peut se demander de quels moyens dispose le ministre pour mener cette politique. Mais au delà du discours les vieilles pratiques on-t-elles disparu des esprits?

### POUR DES STATISTIQUES REFLETANT LA REALITE

L'un des premiers signes de changement impulsé par le ministre concerne les statistiques agricoles. Le ministre a tenu à ce que le message soit clair. Il a demandé que quelque soient les résultats locaux, bons ou mauvais, des statistiques reflétant la réalité doivent être envoyées au ministère. Cela est nouveau dans la mesure où plusieurs fois la presse et des universitaires ont mis en doute les chiffres avancés par le ministère de l'agriculture.

A cet égard, suscitant les applaudissements enthousiastes de l'auditoire, il a indiqué qu'il n'y avait pas d'agenda politique. Et que le seul agenda était celui de la réduction des importations de produits alimentaires.

### LE CONTENEUR, NOTRE ENNEMI

Prenant l'exemple d'un bateau déchargeant actuellement des conteneurs dans le port d'Alger, le ministre a indiqué que chaque conteneur de produits alimentaires représente un défi à relever. N'hésitant à déclarer que "le conteneur est notre ennemi", il a indiqué qu'à travers ces importations, nous faisons travailler des agriculteurs étrangers. Or, l'objectif actuel est avant tout de faire travailler les agriculteurs locaux et notamment les jeunes. A ce propos, il s'est félicité de la production d'ail qui permet une autosuffisance et même d'envisager des exportations. Prenant l'exemple d'un producteur de la région de Tizi-Ouzou, il a relevé le haut niveau de maîtrise technique atteint par cette filière. Chérif OMARI a indiqué que l'ail était un début et qu'il fallait poursuivre dans cette voie. Rien cependant n'a été dit concernant la relance des cultures industrielles

(oléagineux et betterave à sucre).

### ENCOURAGER LA CREATION DE COOPERATIVES

Le ministre a longuement appelé les DSA à encourager la création de coopératives agricoles. Il a indiqué que souvent c'était les services locaux qui mettaient les bâtons dans les roues aux agriculteurs désirant créer ce type de structure. Il a ainsi indiqué que créer une coopérative était devenu une tâche presque insurmontable.

Il a ajouté qu'un responsable de l'administration ne pouvait estimer son devoir accompli que lorsque en fin de journée, il avait facilité la tâche aux agriculteurs et non pas leur avoir dressé des obstacles.

### BLE, PRENDRE EXEMPLE SUR LE CLUB DES 50 QUINTAUX

Concernant la production de céréales, le ministre a noté les progrès mais également le chemin qu'il reste des réserves de productivité. Il a demandé que soit pris comme exemple les agriculteurs arrivant à produire 50 quintaux par hectare. Dans la foulée, il a indiqué que ce rendement était largement dépassé par des agriculteurs de pointe qui obtenaient jusqu'à 80 quintaux par hectare. De façon étonnante, Mr OMARI n'a donné aucune indication sur la façon de lever les freins à cette hausse des rendements. Or, en matière de céréales, ce secteur lui échappe puisque c'est l'OAIC qui a la main sur l'appui à la production.

### GARE AUX VIEILLES METHODES DE TRAVAIL

Bien que le ministre ait exhorté les DSA à plus de dynamisme, aucune orientation nouvelle n'est apparue dans son discours. Certes, être à l'écoute du monde agricole est louable. Mais est ce que cela permet d'atteindre les "réserves de productivité" citée plus haut? Plusieurs universitaires et experts ont depuis longtemps dénoncé le dirigisme administratif qui caractérise notre agriculture. Malgré les progrès accomplis avec par exemple la loi relative à la création d'associations professionnelle, la création des Chambres d'Agriculture ou celle concernant des conseils de filière l'agriculteur a peu droit à la parole.

### AGRICULTEURS, SUBORDONNES OU PARTENAIRES?

Dans chacune des structures agricoles actuelles, les agriculteurs sont plus considérés comme des

subordonnés que des partenaires de l'administration. Ainsi, au niveau des chambres d'agriculture, les directeurs sont nommés par le ministère de l'agriculture, le pluralisme des syndicats agricoles n'existe pas. Dans les CCLS dénommées pompeusement "coopératives", c'est un directeur désigné depuis Alger qui dirige les affaires quotidiennes des agriculteurs. Il est un fait qui ne trompe pas. Dans son allocution, le ministre a indiqué qu'il s'adressait aux directeurs de wilaya des services agricoles, aux directeurs de CCLS et aux directeurs de chambre d'agriculture (CA). Cela illustre la poursuite du dirigisme de l'administration centrale dirigée depuis Alger. Car à ce qu'on sache, les CCLS et CA sont à priori des structures indépendantes du MADR. En effet, ces deux types de structures ont, en principe, des instances élues par des adhérents. A moins que le ministre conçoive que l'administration centrale ait la primauté sur des structures qu'on nous présente comme disposant d'une liberté de gestion.

Si on recherchait en Algérie des structures agricoles où des agriculteurs, élus par leurs pairs, gèrent un budget et recrutent leurs techniciens, force est de constater qu'on ne trouverait rien. Tout est géré depuis Alger par l'administration. Or, comment dans ces conditions atteindre ces "réserves de productivité" tant vantées par le ministre?

Concernant cet aspect des choses, Mr Chérif OMARI n'a marqué aucune rupture avec ces prédécesseurs. Le message est resté le même; c'est "El-Idara" qui décide de tout.

#### DSA, PARLEZ LA LANGUE DU TERROIR, CELLE DE L'AGRICULTEUR!

Le ministre a demandé à ce que les services agricoles parlent dans une langue que comprennent les agriculteurs. « Ne leur parlez pas en français. Parlez leur en arabe, en kabyle ou en targuï selon l'endroit où vous êtes a-t-il lancé. Parlez leur la langue du terroir ». Il a insisté pour que les services agricoles soient au service des agriculteurs. Encore une fois, cela est louable. Mais "être au service de l'agriculteur" ou "parlez la langue du terroir" ne rompt pas le rapport de subordination entre administration et agriculteurs. D'ailleurs, dans cette orientation de "parlez la langue de l'agriculteur", se profile la prégnance du discours de type "top-down", c'est à dire du sommet vers la base. En effet, le ministre n'a pas dit "écoutez", mais "parlez".

Certes, les agriculteurs ont besoin qu'on parle leur langue, mais ils ont surtout besoin qu'on arrête de les infantiliser. Répétons le, un agriculteur élu doit pouvoir participer à la gestion du budget d'une structure agricole. Il doit, par exemple, pouvoir donner son avis sur le recrutement des techniciens agricoles ou encore disposer du cadre juridique lui permettant d'acquérir au meilleur prix ses intrants et vendre ses produits. Or,

cela a été pratiquement absent des orientations du ministre. Rendons lui justice, cela a été évoqué seulement à propos de la dynamisation du processus de création de coopératives agricoles ou de l'installation de points de vente.

LE FONCIER, GRAND OUBLI DE CHERIF OMARI, Mais ce qui choque le plus au niveau du discours du nouveau ministre, c'est l'absence de toute référence au foncier. Or, il est connu en Algérie que de nombreux agriculteurs louent les terres qu'ils travaillent à des propriétaires terriens ou à des ayant droits. La législation locale n'ayant pas prévu de statut du fermage, comme cela existe dans d'autres pays, ces agriculteurs se voient relégués dans l'informel. Ils n'ont pas droit aux crédits bancaires et à la carte de fellah leur permettant de bénéficier des services des CCLS et des autres organismes publics. Or, c'est cette absence de statut qui empêche la mise en culture de nombreuses terres agricoles et d'atteindre ces fameuses "réserves de productivité". Ces questions ont depuis longtemps été soulevées par des économistes tel Omar BESSAOUD. Cet oubli du ministre est étonnant et préoccupant. D'autant plus qu'avant sa carrière au sein du ministère de l'agriculture, il a été un brillant économiste ayant encadré des thèses en économie rurale.

#### POUR DES SYNDICATS ET ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES SOLIDES

Même si le nouveau ministre semble de bonne volonté et ouvert au dialogue, on note chez lui la dominance d'une vision relevant du dirigisme centralisé. Et cela, même s'il semble s'en défendre; exemple lorsqu'il défend la création de coopératives agricoles. Enfin on note des dossiers non abordés tel le foncier (avec la cruciale question d'un statut du fermage), la législation relative aux exploitations organisées en société civile afin de résister au morcellement ou la nécessaire relance des cultures industrielles. Cela peut-être des oublis provisoires. Mais cela pose également la question des moyens dont dispose Mr Chérif OMARI. Sinon, on restera dans des effets d'annonce.

#### LES CONDITIONS DE L'AUTO-SUFFISANCE

Face à la valse des ministres de l'agriculture, les agriculteurs ont tout intérêt à disposer de syndicats et associations professionnelles solides où ils pourront faire valoir leurs droits. Espérer que tout viendra de l'administration centrale est un leurre. Dans ce contexte de Hirak, c'est aux producteurs et membres des filières d'exiger les moyens pour une agriculture durable, créatrice d'emplois et visant à plus d'auto-suffisance alimentaire : des syndicats agricoles autonomes, des CCLS privées, le droit à moudre son grain, un statut du fermage, ... C'est seulement à ce prix la que plus d'auto-suffisance alimentaire sera atteint. Mais Mr Chérif OMARI entend-t-il cela ?

# Nouveau ministre et quelques changements...

notamment concernant les oléagineux.

## **MADR, CERTES DU NOUVEAU MAIS LES VIEILLES HABITUDES PERSISTENT**

Djamel BELAID Chercheur indépendant.  
02 septembre 2020

Mr A. Hamdani vient d'expliquer sur la Chaîne III plusieurs points de son programme. Il y a indéniablement des nouveautés dans la feuille de route de cet énième titulaire du poste de ministre de l'agriculture. Au delà d'un programme ambitieux, force est de reconnaître que certaines vieilles habitudes persistent dans cette inhabituelle tentative de réduire le fardeau des importations de produits alimentaires. Notamment, une vision techniciste consistant à aligner des objectifs chiffrés, mais sans aborder la gouvernance des filières. Il y a cette prégnance à croire encore que le développement agricole repose sur la seule toute puissance supposée de l'administration.

### **LES GRANDES ORIENTATIONS DU MINISTRE**

Le ministre a rappelé les trois principales orientations de son programme de travail. Il s'agit du lancement des investissements dans des "projets structurants" dans des filières stratégiques. Il s'agit notamment de ce projet étrange venant de personnes n'ayant aucune compétence agronomique et consistant notamment à cultiver de la betterave à sucre au sud sous des pivots d'irrigation. En deuxième position, il s'agit de veiller à la "rationalisation des dépenses publiques". Jamais évoqué auparavant, ce point mérite des éclaircissements. Mais on ne peut que s'en féliciter. Il est par exemple aberrant que de gros investisseurs dans le sud bénéficient de la gratuité du sol, de l'eau, d'équipements hydrauliques et de subventions sur l'énergie sans même payer un seul dinar d'impôts alors qu'ils réalisent des bénéfices conséquents leur permettant un retour sur investissement en une ou deux années (voir à cet égard l'article du Monde Diplomatique sur la culture de la tomate, nouvel eldorado du sud algérien).

Concernant ces dépenses publiques, certains postes budgétaires de techniciens devraient être confiés aux associations professionnelles agricoles les plus représentatives avec comme cahier des charges un recrutement par les élus paysans et une période de mise

à l'essai comme cela se fait dans les économies développées. Quant aux postes de cadres, il devrait y avoir "obligation de résultats". Enfin, afin de réduire les sommes allouées à la production de céréales (ou afin d'en ré-allouer une partie vers les zones les plus pauvres), il s'agit de revoir la répartition de la valeur ajoutée captée par les moulins privés. Une partie devrait revenir aux CCLS et aux céréaliers.

Enfin concernant la réduction des importations dans des filières lourdes notamment celles des grandes cultures et les huiles le scandale n'a que trop duré. Rappelons que si nous ne produisons ni colza, tournesol, féverole ou betterave à sucre, nos voisins marocains le font et produisent 50% de leurs besoins en sucre. Produire de la féverole et des triticales permettrait de desserrer l'étau sur nos importations de maïs et de soja. On peut se demander pourquoi il n'a jamais été demandé aux barons de l'aliment du bétail d'utiliser, même partiellement des matières premières locales, en incitant les agriculteurs locaux à en produire.

### **BLE TENDRE, MISER SUR LA SEULE IRRIGATION?**

Le ministre a rappelé qu'actuellement les superficies en blé tendre étaient de 140 000 ha. Sur 4 ans, le programme ministériel vise à irriguer annuellement 20 000 ha nouveaux au nord et 20 000 ha au sud. Le but étant d'arriver en moyenne à 50 ou 60 quintaux/ha. En 4 ans le ministre vise l'irrigation de 500 000 ha ce qui permettrait la production de 71 millions de qx dont 40 millions seraient collectés par l'OAIC.

Concernant le blé tendre, afin de réduire la facture des importations, le ministre propose de recourir à l'irrigation de complément au nord et à l'irrigation continue au sud. A cette égard, à partir d'un nombre d'hectares qui devraient être consacrés à l'irrigation et d'un rendement potentiel, le Ministre indique un milliard de dollars d'économies potentielles. Cet effort est louable mais ces calculs ressemblent cette fable de La Fontaine sur Perette et son pot à lait. On peut se demander pourquoi cela n'a pas été réalisé auparavant? Dans ce programme, il y a trop d'impondérables. C'est le cas des risques de salinisation des terres du sud et d'épuisement des ressources

hydriques tant au sud qu'au nord. Faut-il rappeler l'épisode de l'été où il a fallu arrêter le complexe sidérurgique d'El Hadjar pour cause de manque d'eau à Annaba? Ou encore, rappeler le barrage de Taksebt quasiment à sec en cette fin de mois d'août.

Outre les aléas climatiques, ce programme ambitieux ne tient pas compte des blocages qui entravent le développement de la céréaliculture au nord du pays: absence de statut du fermage sécurisant l'investissement agricole, coût élevé de la culture des céréales (moins rémunérateur par rapport à l'élevage ovin), trop faible encadrement technique, matériel et financier des céréliers. Points que nous avons régulièrement développés dans de précédentes analyses.

#### ABSENCE DE MESURES DE RUPTURE

Ainsi, il manque des mesures de rupture dans le programme céréalier du ministre. On peut ainsi se demander, comme pour son prédécesseur, de quel pouvoir de décision dont il dispose. Ainsi, alors que les moulins privés cherchent à tout prix des quotas supplémentaires de céréales, pourquoi ne pas essayer de les impliquer dans cette bataille?

Pourquoi ne pas impulser fortement l'émergence de coopératives paysannes telles qu'elles existent à l'étranger en place de ces caricatures de coopératives que sont les CCLS. Ainsi, pourquoi ne pas permettre à ces CCLS une plus grande liberté dans leurs investissements et projets de diversification? Quant au statut des personnels, comment concilier ceux ayant une fonction commerciale avec l'impérieuse nécessité de primes d'intéressement basées sur le volume de leur activité.

Nous rappellerons que sur le plan technique, la pratique du labour nécessite 25 litres de gazoil dont le litre est de un dollar. Or non seulement, la pratique du non-labour avec semis direct nécessite beaucoup moins de carburant souvent importé, mais permet également d'emblaver plus de superficies et avec plus de vitesse tout en étant plus adapté au contexte semi-aride de nos régions céréalières. Mais peu au fait de ce qui se pratique en Espagne, Australie ou dans les grandes plaines céréalières du Canada, cette technique révolutionnaire reste peu audible auprès des responsables du Madr. Pourtant, grâce à l'obstination d'une poignée d'agronomes, les semoirs nécessaires sont aujourd'hui produits à Sidi Bel-Abbès. Mais du fait de la myopie du Madr, rien n'est fait pour informer les agriculteurs dont les moins lotis se ruinent à louer des tracteurs. Quant à ceux qui sont les plus découragés, ils préfèrent laisser leurs parcelles en jachère et les louer à prix d'or aux éleveurs de moutons. Produire des céréales en Algérie revient cher, mais le Madr semble l'oublier.

#### OLEAGINEUX, UNE INCONTESTABLE AVANCEE

Si pour chaque ministre ayant occupé le siège rue du colonel Amirouche il est possible de retenir une mesure

phare, celle concernant Mr A Hamdani pourrait être sans aucun doute celle de la relance des oléagineux. L'objectif affiché est de réduire de 30% la facture actuelle des importations qui se monte à 1,3 milliards de dollars. Pour cela, il s'agit de maintenir durant 4 ans une croissance annuelle des surfaces de colza de 3000 ha. Le ministre dispose d'un contexte favorable: volonté farouche du Pr Tebboune de réduire les importations, mobilisation de céréliers de la région de Constantine affichant la volonté de diversifier leurs cultures, disparition de la scène politique du président Bouteflika et donc fin de la guéguerre l'ayant opposé à Issad Rebrab. En effet, le patron de Cevital avait exprimé la volonté d'installer une usine de trituration de graines d'oléagineux en partie approvisionnée par des graines de colza produites localement mais ce projet n'avait pu aboutir.

Produire en Algérie des oléagineux n'est pas neutre. Ainsi, dans les années 1970 après l'embargo US sur les exportations de soja vers l'Europe, la France a développé une telle politique de production locale que les USA ont fini par s'inquiéter. Il faut en effet savoir, qu'une fois pressées, ces graines donnent un tourteau qu'il est possible d'utiliser en alimentation des volailles et ainsi remettre partiellement en cause le monopole du tourteau de soja et maïs qu'imposent les dirigeants de l'ONAB et des barons de l'aliment de bétail à notre pays. Certes, il est plus facile d'importer que de développer une intelligente organisation des filières locales. Mais on peut s'interroger sur la politique d'importations à outrance qui a toujours prévalu au niveau de l'ONAB; à telle point que le président Tebboune s'est même publiquement interrogé sur les motivations profonde de cet office.

#### EMERGENCE D'AGRICULTEURS INNOVANTS

Au delà, de l'actuelle volonté gouvernementale, il faut noter l'émergence, notamment dans le constantinois, de céréliers agri-managers bien décidés à produire autre chose que des céréales. Or, si l'aide de Cevital et d'autres opérateurs privés, pourrait leur assurer un débouché à leur production future de graines d'oléagineux, il leur serait possible de lancer en parallèle des ateliers de pressage à froid comme cela se pratique déjà pour les olives. Ils pourraient ainsi remonter dans la chaîne de valeur, ce qui leur est actuellement interdit dans les faits dans le cas des céréales. Mais, fort de leur mobilisation et de la position de faiblesse économique des pouvoirs publics, ils pourraient être en mesure d'imposer à la puissance publique l'instauration, comme en France, une Contribution Obligatoire Volontaire de quelques dinars sur chaque quintal de graines produites ou triturées. Et imposer également que ce soient les représentant démocratiquement élus de la filière qui gèrent les montant de ces contribution afin de renforcer la filière algérienne naissante, à l'image du groupe paysan Avril qui de l'autre côté de la Méditerranée a constitué un

véritable empire.

#### ORGANISER L'INVESTISSEMENT

Le ministre a déclaré vouloir débureaucratiser l'administration des services agricoles et dans la foulée a annoncé la création d'une nouvelle structure administrative: l'office de développement de l'agriculture saharienne. Cet organisme devrait être l'interlocuteur unique des candidats à l'investissement dans le grand sud.

Mr Hamdani a également indiqué vouloir encourager la création de coopératives agricoles. Cela est louable. Cependant, à part un effet d'annonce, rien de concret n'a été annoncé. Or, si le ministère souhaite réduire les dépenses publiques et débureaucratiser le secteur, susciter l'initiative paysanne à travers des coopératives de collecte et de transformation des produits agricoles est une excellente chose. On ne pourrait que conseiller de regarder ce qui se fait en Hollande, en France ou en Nouvelle-Zélande où des coopératives paysannes sont parmi les plus gros opérateurs économiques du secteur. Cela s'est fait grâce à l'existence locale de leaders paysans souvent issus du syndicalisme agricole mais

également d'incitations gouvernementales. A ce propos, si le Madr et les structures concernées souhaitent réellement développer des coopératives ils se doivent d'offrir des avantages susceptibles de susciter l'adhésion des agriculteurs. On pourrait penser à la possibilité pour ces coopératives de pouvoir collecter des céréales ou des graines d'oléagineux et recevoir les compensations financières correspondantes en cas de transformation. Une autre possibilité est de pouvoir acheter des engrais directement au niveau des usines locales. Enfin du point de vue fiscal, il s'agit de veiller à des exonérations sur les bénéfices réalisés. Car, comme l'indique l'adage, "on n'attrape pas des mouches avec du vinaigre". Enfin, pour des périodes de 2 à 3 ans, les pouvoirs publics pourraient transférer à ces coopératives des postes budgétaires. Les coopératives pourraient ainsi à leur début recruter eux mêmes leurs propres techniciens.

Bref, un programme aux objectifs ambitieux mais qui ne se donne pas tous les moyens organisationnels pour aboutir.

## **CHERIF OMARI RECONDUIT DANS SES FONCTIONS.**

### **RENFORCER LA SECURITE ALIMENTAIRE DU PAYS.**

#### **CHERIF OMARI RECONDUIT DANS SES FONCTIONS. RENFORCER LA SECURITE ALIMENTAIRE DU PAYS.**

تحسين الأمن الغذائي في البلاد

Djamel Belaid·

Jeudi 2 janvier 2020.

Mr Chérif Omari vient d'être reconduit dans ses anciennes fonctions de ministre de l'agriculture. De par son parcours au sein du MADR, pour cet agro-économiste, les questions agricoles sont maîtrisées sur le plan technique. La question qui reste posée concerne l'orientation de la politique agricole: agriculture familiale et durable ou agriculture entrepreneuriale reposant sur les subventions publiques. Irons nous vers une agriculture qui réduit les importations agricoles ou vers une politique dispendieuse tournée vers l'export?

#### **LES MISES EN GARDE DE PLUSIEURS EXPERTS**

Ces dernières années, le secteur agricole a connu de nets progrès dans de nombreuses filières. Cela, grâce à une politique de subventions On consultera à ce propos, le cas de la filière lait et celle de la tomate industrielle étudiée par le Pr Ali Daoudi de l'ENSA.

Plusieurs experts dont le Pr Slimane Bedrani ou Omar Bessaoud ont, dans de récents articles, relevé les nombreux dysfonctionnements dont souffre le secteur: dirigisme administratif pour le premier, danger de l'agriculture entrepreneuriale pour le second. A propos de l'approche participative en zone steppique, l'universitaire Abdelkader Khaldi note que "les communautés acceptent de coopérer pour peu que les pouvoirs publics leur fassent confiance et les associent pour protéger leur patrimoine commun. Dans le cas du Maghreb, l'agro-économiste Denis Pommier, critique l'absence d'implication des agriculteurs dans la définition et la mise en œuvre des politiques agricoles. On le voit donc, les défis que doit relever Mr Omari n'en sont que plus grands.

#### **BAISSE DES MOYENS BUDGETAIRES DE L'ETAT**

Dans ses premières déclarations, le président Tebboune a été clair; les importations ont atteint un niveau intolérable. Le ministre de l'agriculture aura comme mission de réduire les importations alimentaires. Dans ce domaine plusieurs visions s'opposent: agriculture entrepreneuriale au détriment de l'agriculture familiale, développement durable au détriment d'une utilisation inconsidérée des ressources naturelles dont les réserves

en eau, satisfaction des besoins locaux contre volonté exportatrice.

A propos du foncier, s'affrontent deux visions privatisation des terres arch et des terres publiques ou utilisation de ces surfaces au bénéfice de tous. L'impératif de réduction des importations va exacerber ces affrontements. Les tenants d'un ultra-libéralisme ne manqueront pas de tenter de faire avancer leurs positions.

#### **CHANGER LES MAUVAISES HABITUDES**

Mais plus grave est cette habitude, fortement ancrée dans les structures agricoles, de négliger la participation des agriculteurs. Les exemples les plus flagrants sont illustrées par les CCLS et les "Sarl Cassap". Ces structures étatiques possèdent au niveau de leur dénomination le terme de "coopérative" alors qu'il n'en est rien dans la réalité. Le directeur de ces structures est nommé par le ministère et il n'existe ni achat de parts sociales ni élection en assemblée générale d'un conseil d'administration possédant les pleins pouvoirs.

Autre exemple, il n'existe pas de réel syndicalisme agricole. Les syndicats libres sont interdits. Pour beaucoup d'agriculteurs, l'UNPA reste une coquille vide.

Cette situation a créé des façons de faire dont est imprégnée l'encadrement agricole. Et pour beaucoup de cadres honnêtes cette situation est devenue la normalité. Ainsi pour la plupart des cadres, il est inimaginable que ce soit des agriculteurs élus qui puissent recruter leurs techniciens. Le ministre saura-t-il et pourra-t-il insuffler un vent nouveau?

#### **CHERIF OMARI, QUELLE FEUILLE DE ROUTE?**

Le ministre aura pour mission de réduire les importations de produits alimentaires, mais quels pouvoirs de réforme lui accorderont le président Tebboune et le premier ministre? La baisse des revenus des hydrocarbures, fait que dans deux ans, le pays risque de faire appel au FMI. Mr Ahmed Benbitour, ancien chef de gouvernement, a à plusieurs reprises alerté sur la gravité de la situation économique du pays. On imagine ce que serait la recette du FMI: privatisations, réductions des subventions ainsi que des effectifs de fonctionnaires avec à la clé risque de révolte sociale.

Cette optique pourrait amener les pouvoirs publics à

plus de volonté de réforme dans un secteur agricole sclérosé et fonctionnant sur le modèle nord-coréen. En effet, dans le cas du secteur céréalier ni les organismes de collecte (CCLS) ni les agriculteurs ne peuvent moulin leurs grains. Il s'agit là d'une aberration. Quant aux moulins privés, ils sont totalement déconnectés des exploitations agricoles dans la mesure où leur approvisionnement passe par l'OAIC. Certes, il s'agit d'éviter toute spéculation sur une denrée de base. Mais cela nous oblige-t-il à rester dans des schémas sclérosés?

Dans le domaine du foncier, il n'existe pas de statut du fermage. Comment dans ces conditions sécuriser l'acte d'investissement dans le secteur agricole? En Algérie, le fermier qui investit en agriculture en louant des terres est par définition classé dans l'informel.

Le ministre aura-t-il la possibilité à s'attaquer à ces goulots d'étranglement? Si ce n'est pas le cas, les efforts des pouvoirs publics pour réduire les importations agricoles resteront vains.

#### MIEUX REPARTIR CONCESSIONS ET SUBVENTIONS

Mais la façon dont les dysfonctionnements actuels peuvent être combattus peut se faire également en favorisant les petites et moyennes exploitations. Ce sont ces entreprises qui créent de la richesse. Chacun connaît les cas de l'attribution de concessions de terre portant sur des milliers d'hectares à de pseudo-investisseurs. La presse a même révélé le cas d'entreprises américaines fantoches qui promettaient monts et merveilles. La politique du MADR devra donc mieux cibler l'attribution des concessions et des subventions. Celles-ci doivent aussi être dirigées vers les petites exploitations agricoles. Mais, rappelons le, nombre d'entre elles restent cantonnées dans l'informel du fait de l'inexistence d'un statut du fermage.

#### MIEUX REPARTIR LA VALEUR AJOUTEE

Dans le cas de la transformation des produits agricoles, de véritables empires sont en train d'être constitués avec l'argent du contribuable. Les exemples sont nombreux. C'est le cas du lait avec la Laiterie Soummam ou de Danone Djurdjura, dans les céréales avec le groupe Benmor qui a même pensé un temps investir dans la boulangerie industrielle.

Les laiteries et moulins privés prospèrent grâce aux subventions publiques. Et cela sans qu'aucun effort ne soit réalisé par le MADR afin que les agriculteurs puissent également se lancer dans la transformation de leur production. A terme, ce kidnapping de la valeur ajoutée au profit des seules entreprises privées ne peut qu'affaiblir les revenus des éleveurs laitiers et faire qu'ils se détournent de cette activité. En effet, le budget de l'Etat ne permet plus d'augmenter les subventions aux éleveurs.

Il est par ailleurs anormal que l'Etat ne demande pas des comptes à l'industrie de l'aliment du bétail et du secteur de l'agro-transformation. Il est anormal que ces industriels n'encadrent pas techniquement les agriculteurs afin de favoriser la production locale. Ces industriels bénéficient d'un marché protégé de 42 000 000 de consommateurs. L'Etat, en la personne de Mr Omari, doit exiger que ces industriels intègrent plus de matière première locale. On ne peut plus accepter le diktat des fabricants d'aliments du bétail dès la moindre réduction des importations de maïs et de soja. Leur chantage à l'emploi doit être combattu. Il est du devoir de ces fabricants privés de soutenir les agriculteurs pour produire localement triticales et féveroles afin de contribuer à baisser les importations.

#### RELEVER LE NIVEAU TECHNIQUE DE L'ENCADREMENT

Ces dernières années, si des initiatives sont prises par l'encadrement, dans la majorité des cas, techniquement l'encadrement est à la traîne. Chacun connaît des cas concrets dans son domaine de compétence. Dans le cas des céréales par exemple, le semis direct est quasi inconnu. Idem concernant le désherbage mécanique en grande culture. Un expert australien a pu dire que le secteur céréalier possédait 30 années de retard. Dans le cas des fourrages, une innovation telle l'enrubannage ne provient pas des instituts techniques du MADR mais de concessionnaires privés.

Cette situation nécessite de revoir la vulgarisation agricole mais aussi les relations avec les firmes locales d'agro-fourriture et la coopération technique avec l'étranger. Mr Omari aura-t-il les moyens pour dynamiser les instituts techniques dépendant de son ministère? Doit-on continuer à fonctionnariser et à accorder une éternelle sécurité de l'emploi à la recherche agronomique ou rechercher une politique dynamique favorisant les compétences?

Dans cet ordre d'idée, le ministre pourra-t-il arracher la possibilité que des subventions (pour des postes budgétaires liés à des missions de 2 à 3 ans) soient attribuées à des associations professionnelles représentatives afin que ce soit des élus paysans qui recrutent leurs techniciens? Ces derniers ayant alors "obligation de résultats". Il nous faut en finir avec cette politique consistant à toujours fonctionnariser l'encadrement agricole.

#### FONCIER, PROTEGER LES TERRES DE LA SPECULATION

Parmi les questions relatives au foncier, il est urgent de respecter l'esprit des terres arch et de ne pas les laisser tomber entre les mains de spéculateurs. Par ailleurs, afin de sécuriser l'acte de location de terre, l'instauration d'une loi sur le fermage est d'une urgence cruciale. Comme l'est également la définition de



formes juridiques pour les exploitations familiales afin de les protéger du morcellement suite aux transitions au cours des générations. On consultera à cet égard les travaux du Pr Omar Bessaoud et ses entretiens accordés à la presse dont El Watan.

#### SUCRE, HUILE LE SCANDALE DU TOUT IMPORTATION

Concernant le raffinage de l'huile brute importée et du sucre roux importé, rien n'est fait pour développer un embryon de production nationale. Cette situation permet à des sociétés privées de se développer et de constituer des empires au détriment de l'intérêt national. C'est par exemple le cas de Cevital qui n'a jamais produit localement le moindre gramme de sucre ou d'huile. En la matière, Cevital est le roi de l'import. Cette situation est anormale lorsque l'on sait que notre voisin marocain produit 50% de ses besoins en sucre à partir de betteraves à sucre.

#### LE MYTHE DES EXPORTATIONS AGRICOLES

Actuellement le mot d'ordre du MADR est d'exporter les surplus agricoles. Comme si la vocation de l'agriculture algérienne était de nourrir Européens, Qatari et Mauritaniens. Lors de la dernière foire de la production nationale, Lounis Hammitouche, PDG de la Laiterie Soummam, a demandé au président Tebboune plus de terres et de moyens de transport pour exporter plus de yaourts au Qatar et en Libye. Il est à rappeler qu'à part les dattes et quelques autres produits de niche, il est illusoire de vouloir exporter sans porter atteinte au milieu naturel. Nombreux sont ceux qui oublient la nature aride et semi-aride du pays. L'eau et les sols agricoles sont insuffisants. En plusieurs endroits du pays, le niveau des nappes a baissé. Quant à l'eau de la Mitidja, sa teneur en nitrates dépasse la norme autorisée des 50 mg/l. L'utilisation des ressources naturelles doit donc se faire de façon durable.

En cas d'excédents agricoles, il s'agit pour le MADR de savoir orienter les producteurs vers d'autres cultures. Avec les excédents de pomme de terre de consommation, pourquoi ne pas proposer aux agriculteurs de produire de la betterave à sucre ou de la pomme de terre féculente afin de fabriquer du sirop de glucose?

#### ANTICIPER LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

A l'heure où dans l'hémisphère sud, dans l'été australien, les températures atteignent 50°C et que les forêts se consomment dans de gigantesques incendies, le MADR saura-t-il anticiper le réchauffement climatique? Car, ne nous voilons pas la face, dorénavant des températures de 44°C seront de retour chaque été à Alger, Oran ou Tizi-Ouzou.

La sagesse voudrait que dans de telles conditions on privilégie la production de protéines végétales moins consommatrices en eau que les protéines animales. Toute une batterie de mesures devraient être aussi adoptées.

#### CHERIF OMARI, OSER INNOVER?

C'est sur tous ces points que chacun devra être attentif afin de juger l'action du ministre. Ce dernier, et les autorités de tutelle, seront certainement l'objet de groupes de pression (lobby laitier, lobby des importateurs d'aliments du bétail, du sucre et de l'huile, lobby des moulins privés, lobby des "exportateurs", lobby de la privatisation des terres arch, ...). Comme à chaque fois, ils utiliseront à leur profit l'argument du risque de pénuries et des licenciements pour cause de matière première importée.

Lors de la dernière foire de la production nationale, chacun aura pu voir Lounis Hammitouche le PDG de Laiterie Soummam, se plaindre lors du passage sur son stand du président Tebboune. Il a réclamé plus de terres agricoles et plus de moyens de transport pour exporter ses yaourts vers le Qatar, la Mauritanie et même le Canada! Mais le plus grave dans l'affaire est que le président Tebboune ait promis le développement de moyens de transports maritimes par "cargo". Mr Omari aura la délicate mission d'expliquer à la direction politique du pays ce qu'est une agriculture durable, une agriculture tournée, avant tout, vers la satisfaction des besoins du pays.

Aussi, le Hirak ne doit pas donner un chèque en blanc au ministre et au gouvernement. Il doit être vigilant et doit être l'aiguillon pour une réduction des importations, un développement agricole durable au service du pays et plus d'emploi agricole pour les jeunes

## CHERIF OMARI: "BLE TENDRE, CE N'EST PAS UN PROBLEME DU SEUL SECTEUR AGRICOLE"

ALGERIE, COMMENT REDUIRE NOTRE CONSOMMATION DE PAIN?

**CHERIF OMARI: "BLE TENDRE, CE N'EST PAS UN PROBLEME DU SEUL SECTEUR AGRICOLE"**

**ALGERIE, COMMENT REDUIRE NOTRE CONSOMMATION DE PAIN?**

Djamel BELAID 21 septembre 2019

Au milieu des années 80, au sein de l'institut agronomique de Batna, j'ai eu le plaisir de travailler aux côtés du Pr Amor Hallitim. Nous étions un groupe de jeunes diplômés et étions friands de discussions à bâtons rompus sur différents sujets scientifiques avec cet éminent universitaire. Il avait connu l'activité des laboratoires de recherche à l'étranger. Un jour, ce pédologue de renom, nous a fait remarquer que lors d'un voyage en URSS dans les années 70, il avait remarqué qu'il y avait du pain de couleur noire. Cela a été une découverte pour nous, si habitués au pain blanc de la baguette parisienne confectionnée par nos boulangers. A la place de ce pain blanc, ne faudrait-il pas aussi penser à des pains avec d'autres compositions? Mais aussi manger plus de légumes? Voire, n'accorder le soutien des prix qu'aux familles nécessiteuses détentrices d'une carte à puces spécifique comme cela se pratique déjà en Egypte? Ce serait le moyen pour réduire la facture annuelle de 1 600 000 000 \$ d'importation de blé tendre. Mr Chérif OMARI l'a récemment rappelé: "le blé tendre, c'est un problème national. Il faut un grand chantier. Et ce n'est pas au secteur de l'agriculture tout seul" de le résoudre.

**FABRIQUER DU PAIN MOINS BLANC**

Afin de fabriquer des pains moins blancs, il existe différentes possibilités.

**Incorporer plus d'issues de meunerie**

Actuellement les baguettes de pain sont confectionnées avec de la farine de blé tendre. Il pourrait être possible d'y ajouter une part d'issues de meunerie (son). Pourquoi vouloir absolument travailler uniquement avec de la farine type 55? En effet, il existe 6 principaux types de farine\* en partant de la plus « pure ». Il s'agit donc de proposer au consommateur des pains complets ou semi-complets.

Type 45 : Farine blanche à pâtisserie ou « fleur de farine » destinée à la pâtisserie.

Type 55 : Farine blanche ordinaire destinée aux pains blancs, pâtes à tarte et pizzas.

Type 65 : Farine blanche pour pains spéciaux et pizzas.

Type 80 : Farine bise ou semi-complète pour les pains spéciaux.

Type 110 : Farine complète pour pains bis et pains complets.

Type 150 : Farine dite intégrale pour pains au son.

**Incorporer de l'orge dans la farine de blé tendre**

On l'oublie souvent, mais l'Algérie est un grand producteur d'orge. Notre climat se prête particulièrement bien à cette céréale dont le grain mûrit avant les grosses chaleurs de fin juin. Malheureusement, l'orge produite est destinée majoritairement à nos moutons, vaches et poules. Pourtant, riche en fibres de beta-glucanne, l'orge et l'avoine ont des vertus diététique internationalement reconnues – même par la très sévère FDA américaine. Elle réduit l'absorption intestinale des graisses et réduit donc les maladies métaboliques.

Il est également possible de mélanger à la farine de blé tendre de la farine de pois-chiche. En matière de pâtes alimentaires, il existe déjà des ajouts d'épinards qui donnent une couleur verte aux spaghettis, coquillettes et autres nouilles.

Notons, que plus d'utilisation d'orge en consommation humaine ne serait pas une trop grande concurrence pour l'élevage ovin. En effet, il est possible de réduire les besoins en orge des animaux. Des travaux menés dès la fin des années 70 à l'ENSA (ex-INA) ont montré qu'en ajoutant de l'urée (engrais azoté largement présent dans les exploitations) à de l'orge en grains, on améliore notablement la valeur des rations des animaux. Malheureusement, cette pratique simple est méconnue des éleveurs. En effet, il n'y a pas de techniciens de terrain leur expliquant qu'un animal a des besoins en énergie (orge) et en azote (fourrage vert ou urée).

MANGER PLUS DE LEGUMES

Par quoi remplacer le pain? Par des légumes! Le problème pour les ménages à faible revenu est leur prix souvent trop élevé. Aussi, s'agit-il avant tout d'améliorer leur disponibilité.

### **Améliorer la disponibilité en légumes**

L'amélioration de la disponibilité en légumes passe par une mécanisation accrue et une réduction des intermédiaires au niveau des circuits de commercialisation. A ce propos, comme dans la filière tomate industrielle, il s'agit également de faire appel aux techniques modernes – semis en godets, plantation et récolte mécanisée - utilisées par les grands groupes légumiers à l'étranger (Bonduelle, Daucy ...). Ces entreprises établissent des contrats avec des agriculteurs triés sur le volet pour produire des légumes, dont des petits pois et haricots verts. L'agriculteur se doit de semer la variété demandée par l'industriel, n'utiliser que des herbicides spécifiques et recevoir les visites de contrôle des conseillers de terrains. Ce sont ces mêmes conseillers qui déterminent la date de récolte et font appel au matériel de l'entreprise.

Outre la tomate industrielle, on peut se féliciter en Algérie que certains industriels aient investi dans la mise en conserve de poivrons. De tels investissements sont à encourager.

### **Définir une gamme de légumes prioritaires**

A ce propos, il faut noter la remarquable progression de la production et consommation de pomme de terre. Ce légume est devenu le premier aliment consommé derrière le blé. Ce tubercule peut faire l'objet de plusieurs récoltes dans l'année. Ces dernières années la filière pomme de terre s'est étoffée: début de mécanisation de la plantation et récolte, développement de l'irrigation – notamment sous forme de pivots artisanal "made in El Oued" – stockage en chambre froide, système Syrpalac. Notons au passage, que le stockage de la pomme de terre est moins aisé que celui des céréales. En matière d'ail, on assiste à une dynamisation de la filière avec notamment un début de mécanisation, un meilleur stockage et la décision des pouvoirs publics de ne plus laisser des importations sauvages concurrencer la production nationale.

### **Haricot vert, navets, carottes et fenouil**

Il reste à définir la liste des légumes prioritaires qui pourrait faire l'objet d'un soutien multiforme de la part des pouvoirs publics. Ce choix doit être fait en fonction de leur valeur nutritionnelle, leur facilité de culture locale, des possibilités de conservation/transformation et bien sûr des goûts des consommateurs. Ce qui n'empêche pas de proposer à chaque fois sur les carreaux des marchés des produits nouveaux. Des légumes comme le haricot vert, les navets et carottes méritent toute l'attention. Un légume tel le fenouil a toute sa place. Il s'adapte très bien au Nord du pays et

est ancré tant chez les agriculteurs du Nord du pays que chez de nombreux consommateurs. Une production de masse passe par une mécanisation de leur culture et une coordination avec des industriels de la transformation.

### **Des légumes sous différentes formes**

Traditionnellement le consommateur achète des légumes entiers. Il est intéressant de développer la disponibilité de légumes frais épluchés et découpés ou même congelés. Les carottes peuvent être proposées rappées en barquettes plastique et les radis lavés, débarrassés de leurs fanes et mis sous sachet. Comme peut l'être également la salade verte. Une adjonction d'azote dans le sachet ralentit le développement éventuels de bactéries.

Certains industriels algériens de l'agro-alimentaire proposent déjà, pour les restaurants et collectivités, des pommes de terre épluchées et lavées sous vide en sac plastique d'une dizaine de kilogrammes.

La présentation de légumes en conserve (type "macédoine" par exemple) est également indispensable. A ce propos, il est regrettable que des entreprises privées ayant un savoir-faire reconnu aient abandonné la conserve pour un secteur plus juteux: les sodas. C'est le cas de NCA, leader algérien des boissons, dont les initiales signifient en effet "Nouvelles Conserverie Algérienne de Rouiba).

### **Des champignons cultivés dans des garages**

Il faut noter l'importance de la filière champignon de couche. Ces champignons peuvent être produit à l'obscurité dans des garages. Cette production présente l'avantage d'être indépendante du climat. Leur culture se fait sur des étagères ou dans des sacs plastique suspendus à des poutres. La technologie de la préparation de leur substrat et des ferments est maîtrisé par des techniciens algériens. Un investisseur privé souhaite même développer à grande échelle ce type de culture. Il est urgent de créer une filière champignons. Pour cela, il s'agit de créer une structure industrielle produisant massivement des sacs de substrats et de ferments. Outre la fourniture de "viande végétale", cette activité est susceptible de création d'emplois en zone urbaine et rurale.

### **Réhabiliter la soupe de légumes**

La soupe de légumes est présente dans les traditions culinaires algériennes sous la forme de chorba et hrira. Il s'agit de s'appuyer sur ces façons de consommer pour réhabiliter au niveau des jeunes, l'ensemble des soupes de légumes dont celles à base de légumes d'hiver (poireaux, pomme de terre et carotte). Les industriels des sodas possèdent des lignes d'emballage sous forme de TetraPack, il s'agit de leur proposer de développer la production de ces soupes et du gazpacho espagnol (soupe de légumes d'été). L'abandon de la loi du 49-

51% devrait permettre de faciliter plus de partenariats avec des entreprises étrangères ayant de l'expérience dans ce domaine (Leibig, ...).

#### POUR UNE EDUCATION NUTRITIONNELLE

En Europe, après les cours d'éducation sexuelle inclus dans l'enseignement des Sciences Naturelles, c'est d'éducation nutritionnelle dont il est question face au surpoids des adolescents. Des notions simples sur les maladies telles le diabète, l'hypercholestérolémie ou l'hyper tension doivent figurer dans les programmes scolaires.

#### Une tendance au surpoids et aux maladies métaboliques

En Algérie, également cette question de surpoids s'observe. Il suffit de regarder les gens dans la rue. Il s'agit donc de développer une éducation nutritionnelle à tous les niveaux (école, lycées, cantines, restauration collective, médias).

Au niveau personnel, il s'agit de "commencer par des gestes tout bêtes. Supprimez la baguette de pain sur la table. Prédécoupez plutôt des tranches dans une corbeille, ou limitez-vous à une tranche par personne." Il s'agit également d'éviter les plats en sauce qui invite à "saucer" et donc à consommer plus de pain.

Autre astuce, consommer de la soupe de légumes en début de repas. En remplissant l'estomac, la soupe améliore la sensation de satiété.

#### Miser sur le packaging

Faire manger plus de légumes aux jeunes génération passe aussi par le packaging. De nos jours, nombre de femmes travaillent et recherche des produits lavés et découpés. La multiplication de grandes surfaces et de réfrigérateurs dans la population se prête donc à des innovations. C'est aux industriels des IAA, mais aussi des groupements d'agriculteurs de mettre sur pieds des ateliers de mise en sachet de légumes lavés et coupés. Dans le cas des radis, ou des jeunes carottes, il suffit d'un lavage à l'eau d'un traitement à l'eau légèrement javérisées puis d'une mise en sachet. La salade verte se prête également à l'ensachage, notamment la variété "iceberg". Les champignons de couche peuvent être mis en barquette plastique avec un simple film plastique. Les investisseurs s'engageant dans la production de légumes en sachet devraient pouvoir bénéficier d'une aide publique sous forme de subventions et

d'exonérations fiscales.

#### UNE CONCERTATION A DIFFERENTS NIVEAUX

On le voit, vouloir réduire la consommation de pain blanc et ses effets néfastes sur la santé et les finances de l'Etat implique de très nombreux acteurs et cela à différents niveaux. Il s'agit donc de définir une structure qui permettra la concertation entre les différents acteurs locaux et étrangers.

#### Concertation et ré-orientation des subventions

En effet, on ne peut engager un processus de soutien à la production d'un légume particulier si les industriels de la conservation et les consommateurs ne sont pas associés. Par ailleurs, un vigoureux programme de subventions multiformes à la production et la transformation des légumes doit être défini par les pouvoirs publics. Il est temps de ré-orienter une partie des subventions auparavant destinées à la seule consommation de pain blanc vers la production et surtout la transformation de légumes. Si les gros investisseurs privés des IAA doivent être encouragés, il s'agit également d'apporter également une aide multi-forme à de petits ateliers de mise en sachets de légumes lavés et coupés et de production et transformation de champignons.

#### Suivre l'exemple de l'APAB

Dans le cas de la consommation de sucre, ce type d'approche a déjà été mis en oeuvre entre les professionnels du secteur des boissons (APAB) dont Ali Hamani et les pouvoirs publics. L'Algérie présente l'avantage de posséder déjà des investisseurs dans l'agro-alimentaire (boissons, conserveries) et des compétences universitaires en IAA. A cela peut s'ajouter des mesures d'encouragement basés sur une plus faible fiscalité. Nul doute qu'il devrait-être possible de bâtir une stratégie pour réduire cette lourde facture d'importation des céréales.

Chiche, ce midi vous commencez! Pas de baguette de pain posée sur la table, mais seulement un à deux morceau de pain à côté de votre assiette.

#### Notes:

(\*) <https://chefsimon.com/articles/produits-la-farine>  
1 <https://www.fitnessheroes.fr/manger-moins-de-pain-et-de-pates/>